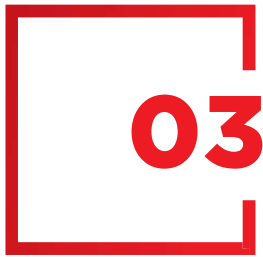


03

PERFORMANCE EXTRA-FINANCIÈRE

3.1	Démarche et stratégie RSE	53
3.1.1	Analyse des risques RSE	53
3.1.2	Stratégie RSE	54
3.2	Modèle d'affaires	56
3.3	Incarner un rôle d'employeur engagé	58
3.3.1	Déployer une politique de prévention des risques pour garantir la sécurité et préserver la santé des collaborateurs	58
3.3.2	Agir pour l'emploi et le développement des compétences	60
3.3.3	Favoriser l'égalité des chances	63
3.4	Réduire l'empreinte environnementale du Groupe	67
3.4.1	Contribuer à la neutralité carbone	67
3.4.2	Accompagner les clients vers la transition écologique	72
3.5	Être un acteur majeur de l'économie circulaire	73
3.5.1	Garantir la fiabilité de nos installations	73
3.5.2	Améliorer la valorisation des déchets traités sur les installations (résidus de broyage)	75
3.6	Consolider les relations de confiance avec les partenaires	79
3.6.1	Maîtriser les risques RSE sur notre chaîne de valeur	80
3.6.2	Offrir l'excellence de service	81



3.7	Tableau de bord des principales informations sociales, environnementales et sociétales	83
3.8	La Taxonomie verte européenne et ses impacts	84
3.8.1	Présentation de la Taxonomie verte européenne	84
3.8.2	Obligations de publication	84
3.8.3	Activités du Groupe éligibles aux objectifs de la Taxonomie	84
3.8.4	Méthodes comptables	85
3.9	Devoir de vigilance - Plan de Vigilance	89
3.10	Rapport de l'organisme tiers indépendant sur la déclaration consolidée de performance extra-financière	90

3.1 Démarche et stratégie RSE

3.1.1 Analyse des risques RSE

L'analyse des risques a permis d'identifier les risques potentiels dans les domaines social/sociétal, environnemental, droits de l'homme et lutte contre la corruption et l'évasion fiscale. Les dispositifs de maîtrise et de contrôles en place permettent d'atténuer ces risques et de définir les actions prioritaires présentées dans le programme « Concrètement responsable 2018-2022 ».

Ce paragraphe répond également aux dispositions de la loi n° 2017-399 du 27 mars 2017 relative au devoir de vigilance présentées à la section 3.9.

Deux cartographies d'analyse des risques distinctes ont été élaborées à partir d'une méthodologie unique :

- ▣ une cartographie des risques spécifiques en matière de corruption répondant aux exigences de la loi n° 2016-1691 du 9 décembre 2016 dite loi « Sapin 2 » ;
- ▣ une cartographie des risques RSE (droits humains et libertés fondamentales, santé et sécurité des personnes et environnement).

Ces cartographies permettent d'identifier, analyser et hiérarchiser les risques afin d'établir des plans d'actions adaptés à partir de la méthode suivante :

- ▣ identification des risques potentiels ;
- ▣ identification des mesures de contrôle interne et des moyens de maîtrise des risques ;
- ▣ hiérarchisation et cotation des risques résultant de l'impact et de la probabilité d'occurrence de ces risques.

La cotation de ces risques a fait ressortir trois niveaux de risques potentiels :

- ▣ prioritaire ;
- ▣ secondaire ;
- ▣ faible.

Les risques potentiels identifiés comme prioritaires font l'objet d'actions et de contrôles décrits dans la feuille de route RSE permettant d'atténuer et de maîtriser ces risques.

Les risques potentiels prioritaires inhérents aux activités du Groupe et faisant l'objet de mesures de maîtrise spécifiques sont les suivants :

- ▣ environnemental lié au taux de valorisation des résidus de broyage insuffisant ;
- ▣ santé et sécurité au travail ;
- ▣ environnemental lié à des pollutions de l'air, du sol, etc. ;
- ▣ incendie ;
- ▣ perte du patrimoine clients lié à des insatisfactions clients ;
- ▣ droits humains et respect du droit du travail ;
- ▣ pandémie (intégré à la matrice des risques lors de l'exercice précédent).

Au titre des actions d'atténuation des risques RSE, le groupe Derichebourg poursuit le déploiement de son programme « Concrètement responsable 2018-2022 ».

Les risques listés précédemment et présentés dans le présent chapitre sont les éléments identifiés comme étant matériels à l'issue de l'analyse des risques.

Au vu de ses activités, le Groupe ne détaille pas les thématiques suivantes, car évaluées comme étant non matérielles :

- ▣ la lutte contre le gaspillage alimentaire ;
- ▣ la lutte contre la précarité alimentaire ;
- ▣ le respect du bien-être animal ;
- ▣ une alimentation responsable, équitable et durable.

Le Groupe ne met pas en place de montage visant à réduire artificiellement sa charge d'imposition sur les sociétés ou à transférer ses résultats fiscaux dans des pays à fiscalité réduite.

Face à la pandémie de Covid-19, le Groupe a mis en place un dispositif de gestion de crise depuis mars 2020 :

- ▣ comité de direction de crise afin de suivre l'évolution de la pandémie, les décisions gouvernementales et décider des actions à mener ;
- ▣ plan de continuité d'activité (équipements de protection individuelle (EPI) : masque, gel hydro-alcoolique, DUERP (document unique d'évaluation des risques professionnels), organisation du travail....

Le dispositif a fait ses preuves et l'activité a pu reprendre rapidement de façon soutenue, hormis dans les filiales en lien avec le secteur aéronautique.

3.1.2 Stratégie RSE

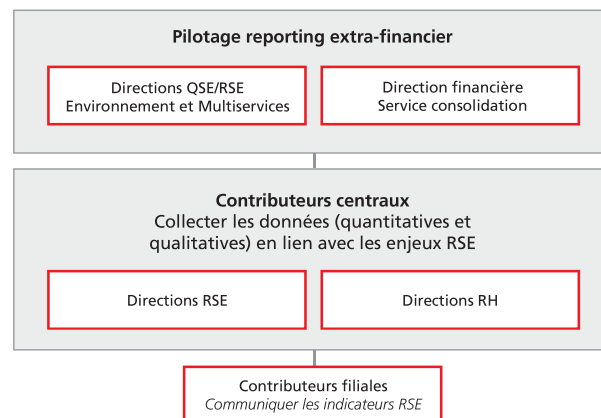
Le Comité RSE assure le suivi des plans d'actions et l'efficacité des dispositifs mis en place à travers des indicateurs de pilotage.

En complément de l'analyse de risques, les enjeux majeurs ont été définis selon les étapes suivantes :

- ▣ consultation des parties prenantes externes (clients, fournisseurs, fédérations professionnelles, etc.) ;
- ▣ animation d'ateliers thématiques internes ;
- ▣ réalisation de benchmarks sectoriels.

Ces travaux ont abouti au programme « Concrètement responsable 2018-2022 », feuille de route définissant les actions prioritaires ainsi que les indicateurs de performance et les objectifs associés.

Les indicateurs présents sur le rapport de cette année font l'objet d'un suivi sur le périmètre global, sauf précision contraire. Le pilotage de la déclaration de performance extra-financière est défini selon l'organisation suivante :

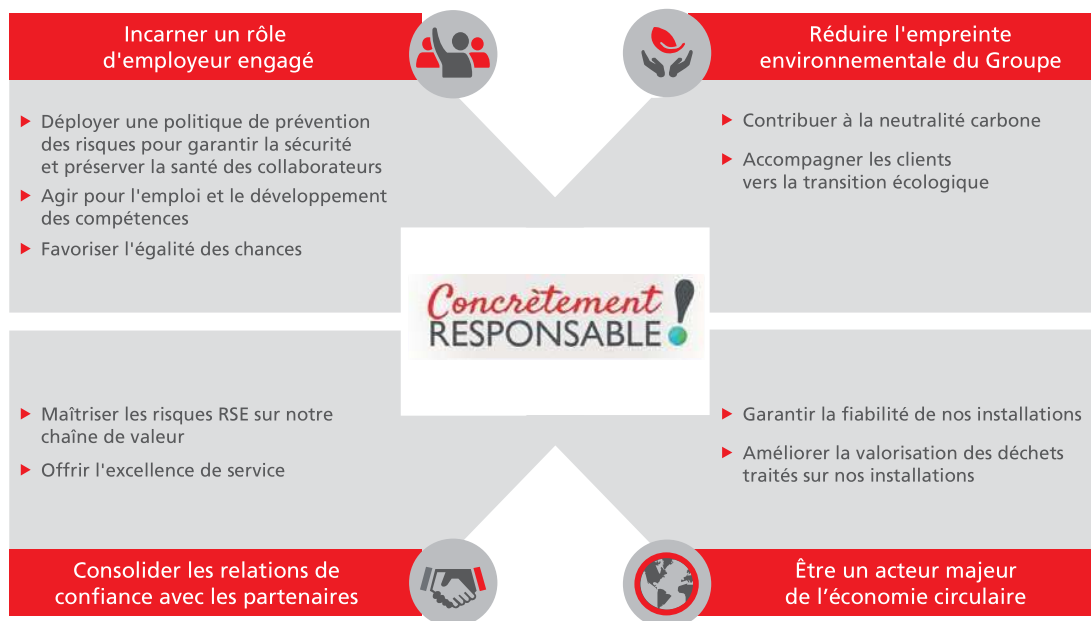


Les contributeurs filiales collectent, contrôlent et analysent les indicateurs correspondant à leurs activités. La vérification de la cohérence des données est effectuée par les contributeurs centraux et le service consolidation.

Les indicateurs font ensuite l'objet d'un audit par l'organisme tiers indépendant EY (voir le rapport correspondant en fin de chapitre ; section 3.10).

Le programme 2018-2022

4 Axes stratégiques → 9 Ambitions principales



3.2 Modèle d'affaires

RESSOURCES

FINANCIÈRES
ET ORGANISATIONNELLES

- **Actionnariat familial** (+ de 57 % en droits de vote)
- **Coté à Euronext Paris** (Eurolist B) et **membre du SBF 120**
- **Présent dans 10 pays** sur **3 continents**
- **Plus de 400 Sites**



ACTIFS INDUSTRIELS

- **28** broyeurs-déchiqueteurs VHU en activité
- **70** presses-cisailles
- **574** camions avec une politique de renouvellement aux dernières normes environnementales
- **440** bennes à ordures ménagères et **2 008** VL VU Multiservices



INNOVATION ET DIGITAL

- Plateformes de pilotage digital pour nos activités au service de nos clients (My pilot, Dclit, plateformes de suivi énergétique)
- Digitalisation des process RH
- Digitalisation du service des flux physiques (camion)
- Digitalisation de suivi des sinistres

MISSION

SERVIR
les Hommes tout
en protégeant leur
environnement

Nos valeurs humaines
et professionnelles,
socle de notre
stratégie et
de notre action
quotidienne



L'EXPERTISE

LE SENS
DU SERVICELE DÉVELOPPEMENT
DURABLE

LA PROXIMITÉ

DÉFIS

—
**MONTÉE
EN PUISSANCE
DES EXIGENCES
ENVIRONNEMENTALES**

—
**ADAPTER NOTRE
MODÈLE D'AFFAIRES
À LA CONJONCTURE
ÉCONOMIQUE**

—
**DÉVELOPPEMENT
VIA LE DIGITAL**

—
**DEMANDE
CROISSANTE
D'EXTERNALISATION**

—
**PERSONNALISATION
DES SERVICES**

ACTION

**PROTÉGER
L'ENVIRONNEMENT
ET SES RESSOURCES**

En préservant et optimisant les ressources à travers notre activité de recyclage des déchets produits par les industriels, les collectivités et les particuliers.

**ASSAINIR
L'ENVIRONNEMENT
URBAIN**

En contribuant à la propreté et à l'amélioration du cadre de vie de chacun à travers nos services aux collectivités.

**OPTIMISER
L'ENVIRONNEMENT
PROFESSIONNEL**

En offrant une large gamme de services aux entreprises comme aux collectivités, leur permettant d'externaliser tous les services transférables et ainsi de se recentrer pleinement sur leur cœur de métier.

CRÉATION DE VALEUR POUR NOS PARTIES PRENANTES

FINANCIÈRES
ET ORGANISATIONNELLES

- **CA 3,6 milliards d'euros**
 - Derichebourg Environnement : **2,7 milliard d'euros**
 - Derichebourg Multiservices : **871,5 millions d'euros**
- **388,2 millions d'euros** Ebitda courant



MANUFACTURIER

- Recyclage de **3,96 millions de tonnes** de métaux ferreux et **626 600 tonnes** de métaux non ferreux permettant d'éviter l'émission de **6,9 millions de t éq CO₂**
- **93 200 tonnes** de lingots d'aluminium produits

INNOVATION
ET DIGITAL

- Gains énergétiques (Alertgasoil, Effenco et LED)
- Pilotage de l'activité et de la relation client
- Proximité RH et client





CAPITAL HUMAIN

- **41 337** collaborateurs
- **125** nationalités
- Une culture de la santé sécurité
- **1** centre de formation professionnelle créé en 2008



ÉCOSYSTÈME RELATIONNEL DE PROXIMITÉ

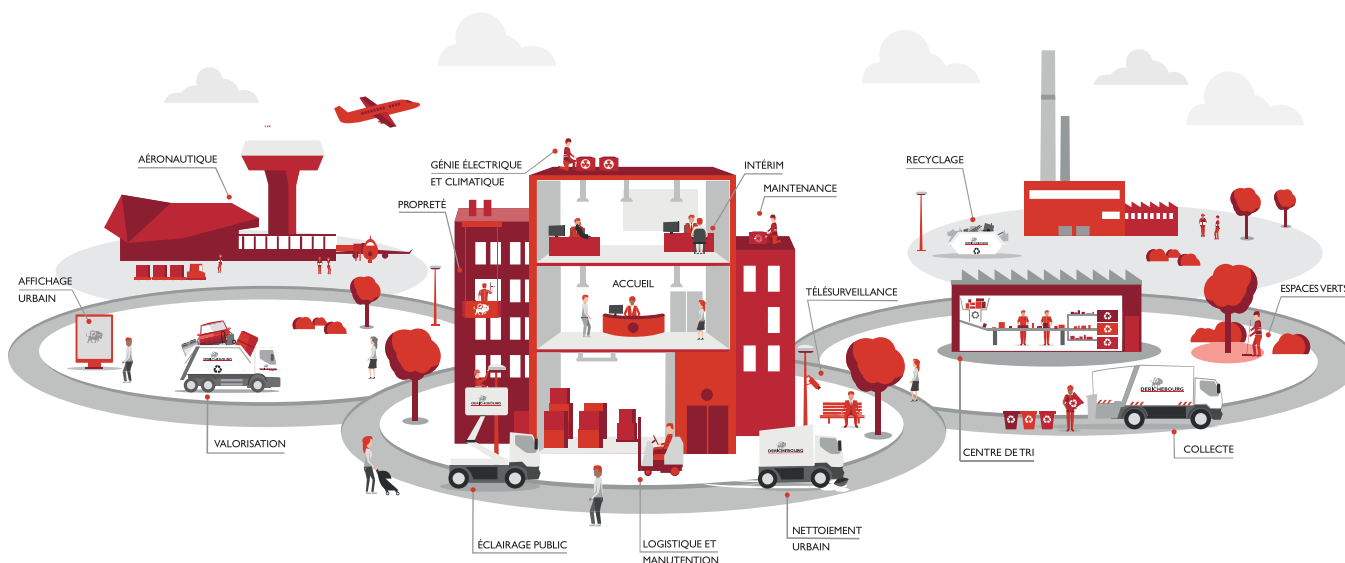
- Proximité Fournisseurs : usines, professionnels, particuliers
- Des clients divers : industries, collectivités, tertiaires, éco-organismes
- Partenariats institutionnels et associatifs



CAPITAL ENVIRONNEMENTAL

- **465** hectares en propriété et exploités
- **59,8 %** des sites industriels certifiés ISO 14001
- Acteur majeur de l'économie circulaire

Un opérateur majeur des services à l'environnement, aux entreprises et aux collectivités, organisé en deux branches complémentaires : Services à l'Environnement et Multiservices



HUMAIN

- **7,2 %** de salariés en situation de handicap
- **62 %** de femmes / **38 %** d'hommes
- Taux de fréquence des accidents du travail avec arrêt : **26,9**
- **121 614 heures** de formation dont **46 499 heures** dédiées à la sécurité



ÉCOSYSTÈME RELATIONNEL

- note moyenne de recommandation : **7,3**



ENVIRONNEMENTAL

- **30,4 %** des résidus de broyage mis en filière de valorisation
- **225 100 tonnes** de DEEE valorisés
- **481 600 véhicules** hors d'usage valorisés



3.3 Incarner un rôle d'employeur engagé

3.3.1 Déployer une politique de prévention des risques pour garantir la sécurité et la santé des collaborateurs

Au-delà de l'obligation et du devoir moral de garantir la santé et la sécurité de nos collaborateurs et partenaires, le groupe Derichebourg s'engage à bâtir un environnement de travail sain et sûr pour tendre vers le « Zéro accident ». Cet engagement s'affirme par le respect de la réglementation mais aussi par la définition d'objectifs ambitieux, repris dans une politique commune signée par la direction générale. Les objectifs communiqués à l'ensemble des filiales du Groupe sont les suivants :

- ▣ éradiquer les accidents graves et mortels ;
- ▣ réduire le taux de fréquence (TF) de 20 % à horizon 2022 par rapport à 2018 ;
- ▣ mettre en place des systèmes de management certifiés ISO 45001 ⁽¹⁾ sur l'ensemble des sites à horizon 2022 ;
- ▣ prévenir les maladies professionnelles ;
- ▣ maîtriser le risque d'incendie sur les sites d'exploitation ;
- ▣ maîtriser les risques liés à l'externalisation des activités et les risques d'interférence liés à la co-activité.

Ces objectifs pourront être atteints par la mise en place de moyens conséquents :

- ▣ la capitalisation des retours d'expérience par la communication et la digitalisation des remontées d'information sur les accidents du travail et incidents, pour agir au plus vite et fiabiliser les données ;
- ▣ l'adhésion des acteurs pour insuffler une culture de la sécurité partagée par tous :
 - constituer un maillage national et international de référents sécurité,
 - former dès l'accueil au poste de travail et ce, tout au long du parcours professionnel,
 - animer la sécurité par la mise en place d'outils de communication ;
- ▣ les exigences du Groupe appliquées aux partenaires :
 - prévenir les risques et mesurer l'accidentologie des intérimaires,
 - former les équipes à l'élaboration des plans de prévention,
 - former nos managers à la prévention des risques et à un système de management à la santé et sécurité au travail,
 - privilégier les partenaires qui partagent nos valeurs en matière de santé et sécurité au travail ;

▣ des risques maîtrisés :

- renforcer nos outils d'identification et d'analyse des risques,
- mettre en œuvre les moyens de prévention et les équipements adaptés.

En France, près de 52 % (+ 9 % par rapport à 2019/2020) des sites du Groupe sont certifiés OHSAS 18001/ISO 45001 ⁽¹⁾. Des relais sécurité sont chargés de déployer les programmes de prévention des risques sur chacune des filiales.

La culture santé/sécurité de l'entreprise se décline par des « causeries », flashes et réunions sécurité sur l'ensemble des filiales permettant ainsi d'impliquer tout le personnel. L'engagement de la direction générale du Groupe à son plus haut niveau est rappelé lors de tous les comités de direction et permet de partager les différentes expériences en matière de santé et sécurité.

Depuis juin 2019, cinq modules d'e-learning ont été créés et sont utilisés pour la prévention des accidents du travail, la prévention des troubles musculo-squelettiques (TMS), la prévention des chutes, la bienveillance, le comportement face à une situation dangereuse.

Un outil digital d'alerte en cas d'accidents ou d'incidents est opérationnel sur l'activité Recyclage en Europe ainsi que sur toute l'activité de Collecte. Il permet de garantir l'information et la prise en compte immédiate de l'incident aux plus hauts niveaux de l'entreprise et favorise la réalisation de retours d'expérience.

L'outil MIQSE (Management Intégré Qualité – Sécurité – Environnement) a été déployé au sein de la filiale Derichebourg Propreté afin d'alerter les personnes concernées en cas d'accident et d'en analyser les causes pour mettre en place des actions de correction et d'amélioration de la prévention. Cet outil sera déployé sur les autres filiales du Multiservices en 2022 et a pour vocation de couvrir d'autres domaines de la QSE (plan de prévention, document unique d'évaluation des risques, etc.).

nombre d'heures de formation à la sécurité



46 499



(1) La norme ISO 45001 a été publiée en avril 2018. Elle se substitue progressivement à la norme OHSAS 18001.

		Services à l'Environnement		Services aux Entreprises		Total	
	Objectif 2022	2021	2020	2021	2020	2021	2020
Taux de fréquence des accidents du travail avec arrêt ⁽¹⁾	28	41,2	37,4	24,3	25,8	27,0	27,8
Taux de gravité des accidents du travail avec arrêt ⁽²⁾	N/A	3,3	2,9	1,6	1,6	1,8	1,8
Nombre d'heures de formation à la sécurité	N/A	23 625	49 145	22 874	29 372	46 499	78 517

(1) Le taux de fréquence correspond au nombre d'accidents avec arrêt de travail supérieur à un jour, divisé par le nombre d'heures travaillées, multiplié par 1 000 000. Son calcul est limité aux secteurs des Services à l'Environnement et Services aux Entreprises sur lesquels l'objectif 2022 s'appuie.

(2) Le taux de gravité correspond au nombre de journées perdues pour cause d'accidents du travail, divisé par le nombre d'heures travaillées, multiplié par 1 000. Son calcul est limité aux secteurs des Services à l'Environnement et Services aux Entreprises sur lesquels l'objectif 2022 s'appuie.

Les accidents du travail pris en compte pour le calcul du taux de fréquence sont ceux ayant fait l'objet d'une notification de l'administration compétente sur la période. On note un taux de fréquence et un taux de gravité, sur la branche Services à l'Environnement, légèrement supérieurs à ceux de l'année dernière. Cependant, sur les activités majoritaires du Groupe en termes d'effectifs (propreté et recyclage), les taux de fréquence et de gravité

demeurent meilleurs que ceux des deux branches professionnelles respectives. Le nombre d'heures de formation à la sécurité a baissé pour les mêmes raisons que celles des formations en général (cf. section 3.3.2.2 "Accompagner le développement des compétences"). Toutefois, la baisse a été moins importante sur la sécurité que sur les autres thématiques.

Les taux de fréquence et taux de gravité de branche (statistiques 2019) des activités propreté et recyclage sont présentés dans le tableau suivant :

Code NAF	Taux de fréquence	Taux de gravité
8121Z Nettoyage courant des bâtiments (CTN I)	31,4	3,0
3832Z Récupération de déchets triés (CTN C)	44,8	3,4

Données issues de la CNAM (Caisse nationale d'assurance maladie) / DRP. Sinistralité AT 2019.

Cette année, le taux de fréquence de la branche Multiservices est en légère amélioration, notamment grâce à la performance de Derichebourg Propreté, avec un taux de fréquence de 21,4 contre 25,3 l'exercice précédent.

Le taux de fréquence de la branche Environnement est en légère dégradation sur l'activité de collecte et plus marquée sur l'activité Recyclage du fait notamment de l'intégration sur l'exercice complet de

la filiale Derichebourg España (TF : 47,2 contre 34,1 l'exercice précédent).

Le déploiement des processus et des outils de prévention des risques a été réalisé cette année en Espagne et devrait porter ses fruits sur l'exercice prochain.

		Services à l'Environnement		Services aux Entreprises		Total	
	Objectif 2022	2021	2020	2021	2020	2021	2020
Nombre d'accidents du travail avec arrêt des salariés intérimaires	N/A	33	28	11	12	44	40
Taux de fréquence des salariés intérimaires ⁽¹⁾	N/A	33,1	34,6	23,1	27,6	29,9	32,1

(1) Le taux de fréquence correspond au nombre d'accidents avec arrêt de travail supérieur à un jour, divisé par le nombre d'heures travaillées, multiplié par 1 000 000.

Avec un taux de fréquence de 29,9, l'accidentologie des intérimaires intervenant pour le Groupe s'améliore, et ce, malgré une augmentation du nombre d'accidents du travail avec arrêts sur la période (44 contre 40 l'exercice précédent). Cette augmentation en valeur absolue est due au fort rebond de l'activité post-Covid sur l'activité Recyclage, qui a entraîné une hausse de l'activité intérimaire. En effet, le nombre d'heures travaillées par les intérimaires au niveau du Groupe a augmenté de 18,1 % par rapport à l'exercice précédent (+ 49,8 % sur l'activité Recyclage).

La maîtrise des risques liés à la coactivité est également une priorité pour le Groupe. Le développement en interne de l'outil de formation au plan de prévention en e-learning a pris du retard et reporte sa mise en production au début de l'année 2022, pour un démarrage des premières formations au deuxième trimestre 2022, ce qui ne remet pas en cause l'atteinte de l'objectif initial. Il se combinera avec la mise en place de la digitalisation des plans de prévention au plus près des opérations avec le projet MIQSE sur la branche Multiservices.

Le nombre de maladies professionnelles reconnues par la Caisse primaire d'assurance maladie (CPAM) sur la période de l'exercice 2020/2021 sur le périmètre Groupe est de 58 contre 61 en 2019/2020.

Malgré toutes les précautions qui sont prises afin de garantir la sécurité des salariés, le risque zéro n'existe pas. En témoigne le décès d'un salarié dans le cadre de son travail dans la filiale Servicios Integrales de Limpieza Net en Espagne.

3.3.2 Agir pour l'emploi et le développement des compétences

De par ses activités, le groupe Derichebourg est un pourvoyeur important d'emplois locaux.

Les activités de Derichebourg Environnement nécessitent que ses plateformes de recyclage soient situées au plus près des gisements à traiter. Ces activités de proximité génèrent donc de l'emploi non délocalisable.

Les activités de services de Derichebourg Multiservices favorisent l'emploi local, les prestations étant réalisées sur les sites clients. Des efforts sont déployés en matière de développement des compétences afin d'apporter aux clients une prestation de service de qualité.

Répartition par pays et par activité

Effectif	Services à l'Environnement		Services aux Entreprises		Holding		Total	
	2021	2020	2021	2020	2021	2020	2021	2020
France	3 387	3 439	25 141	25 357	142	150	28 670	28 946
Autres pays européens	951	965	11 426	11 975		0	12 377	12 940
Europe	4 338	4 404	36 567	37 332	142	150	41 047	41 886
Amérique	288	355		0		0	288	355
Asie			2				2	
Total	4 626	4 759	36 569	37 332	142	150	41 337	42 241

Il n'y a pas eu d'évolution notable des effectifs sur cet exercice (baisse de 2,1 % par rapport à 2019/2020). On constate une augmentation de 2,3 % des heures travaillées qui s'explique par une hausse du nombre d'heures travaillées par salarié.

Les effectifs de la branche Multiservices représentent 88,5 % de l'effectif du Groupe. En effet, il s'agit d'activités de prestations de services demandant un fort besoin de main-d'oeuvre, tandis que l'activité Recyclage des Services à l'Environnement est davantage consommatrice d'outils de tri et de transformation que de personnel.

Les effectifs de l'activité Multiservices incluent les intérimaires des filiales de travail temporaire détachés chez les clients. Au 30 septembre

2021, ces intérimaires représentent 7,7 % de l'effectif des sociétés du Multiservices.

salariés

41 337



Embauches et départs

Il convient de signaler que les activités de collecte d'ordures ménagères et nettoyage (Services à l'Environnement) et de propreté (Multiservices) sont sujettes, tant en France qu'à l'étranger, à des réglementations qui prévoient, selon des modalités spécifiques précises, le transfert au successeur des effectifs affectés à un contrat. Ces

collaborateurs exercent essentiellement en contrat à durée indéterminée (CDI). Les variations d'effectifs sont donc directement liées aux variations d'activité.

Tous types de contrats	Services à l'Environnement		Services aux Entreprises		Holding		Total	
	2021	2020	2021	2020	2021	2020	2021	2020
Embauches	933	715	75 478	70 820	34	25	76 445	71 560
Départs	1 027	868	73 794	68 655	41	27	74 862	69 550

Par rapport à la période 2019/2020, les embauches ont augmenté de 6,8 % tandis que les départs ont augmenté de 7,6 %.

3.3.2.1 Le recrutement

La compétence des femmes et des hommes qui composent l'entreprise est un axe clé de performance.

Le Groupe doit faire face à une pénurie de profils et à la nécessité de fidéliser les talents. Le recrutement et la gestion de carrières sont donc des points essentiels dans la conduite de la politique de ressources humaines.

Un site de recrutement (pour les filiales de la branche Multiservices) a été déployé pour partager des profils et gérer un vivier de candidatures internes ou externes pour une plus grande réactivité. Des partenariats ont été noués avec des écoles, notamment avec l'institut de gestion sociale (IGS) pour la création d'une formation spécifique à la filière RH ; avec Audencia pour la formation des futurs managers de proximité et avec d'autres écoles dispensant des formations techniques pour accompagner les besoins en recrutement sur des métiers opérationnels.

Plusieurs actions sont menées en parallèle afin de trouver les candidats permettant de pourvoir un poste vacant au sein d'une équipe :

- ▣ favoriser la mobilité interne en accompagnant les collaborateurs qui changent ou souhaitent changer de poste ;
- ▣ réaliser un pesage des fonctions et un benchmark des rémunérations sur l'ensemble des postes clés pour proposer un package salarial en adéquation avec le marché ;
- ▣ recruter des profils juniors, des apprentis ou des contrats de professionnalisation, accompagnés par un tuteur en interne ;
- ▣ recruter des personnes en reconversion professionnelle ;
- ▣ poursuivre l'opération « jeunes pousses » permettant d'intégrer de jeunes diplômés (bac + 5), dans l'optique de les former au métier de responsable d'exploitation ;
- ▣ communiquer auprès des écoles pour faire connaître davantage le groupe Derichebourg et ses activités ;
- ▣ communiquer via les réseaux sociaux.

Au sein de Derichebourg Multiservices, un guide du recrutement a été créé afin d'accompagner l'ensemble de la filière RH et les managers dans chaque étape du recrutement depuis l'identification des besoins jusqu'à l'offre de contrat de travail.

3.3.2.2 Accompagner le développement des compétences

Le Groupe a fait de la gestion des compétences un axe majeur de sa politique RH pour encourager l'évolution de carrière de ses collaborateurs et les fidéliser en leur offrant davantage de perspectives d'évolution professionnelle.

L'objectif est d'asseoir une politique de gestion des emplois et des parcours professionnels (GEPP) prenant en compte l'évolution des métiers et la croissance des organisations qui vise à :

- ▣ accompagner la modernisation de l'entreprise et anticiper les besoins futurs ;
- ▣ mettre en adéquation les savoir-faire des équipes et les besoins de l'entreprise ;
- ▣ rendre les organisations plus efficaces ;
- ▣ orienter la politique de développement des compétences ;
- ▣ détecter le potentiel d'évolution des collaborateurs.

A ce titre, Derichebourg Multiservices a fait le choix de créer sa propre Academy afin de porter ces sujets, les déployer et les animer. Derichebourg Academy est une instance interne de formation qui se positionne comme le partenaire à la fois des métiers et des collaborateurs. Dans sa déclinaison, c'est une offre de formation multimodale (présentiel, classe virtuelle, e-learning, webinaire, conférence, co-développement, coaching, etc.) riche et variée, proposant à la fois des modules ciblés et des parcours métiers de professionnalisation. C'est aussi une offre carrière et un observatoire des métiers. Les formations sont réalisées à la fois par notre communauté de formateurs internes mais également avec le concours de partenaires extérieurs.

Concernant l'offre de formation, nous proposons une offre de formation complète à travers le Passeport Derichebourg :

- ▣ une offre en libre-service permettant de se former sur un domaine précis et de développer ainsi ses compétences. Plus de 100 actions de formation organisées autour de 12 thématiques sont aujourd'hui accessibles auprès des collaborateurs ;
- ▣ une offre parcours métier et parcours de professionnalisation permettant à un collaborateur de monter en compétences sur un domaine donné. Ces parcours se déclinent sous deux formats : des parcours internes et des parcours en partenariat avec des écoles.

Concernant le volet carrières, deux enjeux majeurs ont été identifiés cette année : rendre visibles les métiers existants et donner les moyens à chacun d'être le premier acteur de sa carrière.

128 métiers ont été identifiés au sein de Derichebourg Multiservices, et recensés dans la cartographie des métiers. Ce travail a été accompagné d'une diffusion de portraits de collaborateurs et de deux événements majeurs : la semaine carrière au mois de mars 2021 et le dispositif VIS MON JOB au mois de septembre 2021.

Concernant la construction du projet professionnel, des ressources pédagogiques sont à disposition des salariés sur le site de l'Academy afin de les accompagner dans chacune des étapes : e-learning (bâtir son projet, créer son portefeuille de compétences, etc.), webinaire, documents de travail, etc.

Des entretiens de progrès sont réalisés tous les ans pour les collaborateurs cadres, agents de maîtrise et techniciens afin de détecter les potentiels et de les accompagner au travers de parcours de formation individuels.

Les entités françaises ont réalisé 65,1 % des entretiens annuels au cours de cet exercice. Ce taux est en progression par rapport à l'année dernière (56,3% en 2019/2020) de par l'amélioration du déploiement de cette démarche sur les activités de la branche Environnement.

La mobilité interne constitue un moyen incontournable pour répondre à l'axe carrière. À ce titre, une charte de mobilité interne a été signée par la direction générale sur Derichebourg Multiservices. Une Bourse à l'emploi est accessible à tous les collaborateurs et permet à chacun de se positionner sur un poste ouvert au sein du Groupe.

Le Groupe est particulièrement engagé dans la démarche de professionnalisation et de certification de ses collaborateurs. En effet, depuis plusieurs années, il est proposé :

- ▣ aux salariés volontaires de suivre des certificats de qualification professionnelles (CQP) dédiés à leur métier (propreté, tri par exemple) ou au management (animateur d'équipe) en vue d'obtenir un diplôme spécifique. Sur l'exercice 2020/2021, 48 personnes en

CDI ou en contrat de professionnalisation ont obtenu ou sont en cours d'obtention d'un CQP ;

- aux opérateurs de production de la division Recyclage de suivre une formation technique sur la prise en main, l'entretien et la maintenance des engins de chantiers. Cette formation, dispensée par la société Liebherr, a pour objectif d'améliorer la sécurité des utilisateurs, d'optimiser leur performance et de réduire les coûts de maintenance des outils.

Au sein de la branche professionnelle, la division Recyclage contribue à la refonte du contenu des CQP dont celui cette année d'opérateur de tri manuel et mécanisé.



heures de formation

121 614

	2021	2020
Nombre d'heures de formation	121 614	248 100
Moyenne du nombre d'heures de formation par an par personne	2,9	5,9
Moyenne du nombre d'heures de formation par an par ETP ⁽¹⁾	6,1	N/A

Le nombre d'heures de formation a baissé du fait des conditions peu favorables à la mise en place de formations durant l'activité partielle des salariés et aux contraintes sanitaires ne permettant pas de déployer davantage d'actions de formation. Cependant, le nombre d'heures de formation par ETP reste à un niveau acceptable et maîtrisé.

3.3.2.3 Qualité de vie au travail

Dans le cadre de la détection des facteurs de risques psycho-sociaux, le groupe Derichebourg attache une grande importance à la qualité de vie de ses collaborateurs.

Plusieurs actions sont déployées, parmi lesquelles une enquête annuelle sur la division Multiservices consistant à optimiser la qualité de vie au travail de chacun afin d'assurer, outre l'épanouissement personnel au sein de la communauté professionnelle, une amélioration de la compétitivité de l'entreprise et de permettre à toutes les parties prenantes (dirigeants, représentants du personnel, salariés, ligne hiérarchique, DRH...) de partager et de s'approprier un projet commun.

La dernière enquête sur la Qualité de Vie au Travail (QVT) de Derichebourg Multiservices rendue en janvier 2021, fait apparaître des axes forts en matière de qualité de vie au travail et d'engagement des collaborateurs. De manière générale, près de 8 collaborateurs sur 10 indiquent aimer travailler pour Derichebourg Multiservices, et plus de 9 collaborateurs sur 10 indiquent aimer leur travail.

Cette enquête aboutit naturellement à la construction de plans d'actions affinés par filiales, selon les besoins et demandes qui en sont ressortis. C'est dans ce cadre que plusieurs chantiers sont aujourd'hui engagés, parmi lesquels le développement de la communication RH,

notamment sur les outils de gestion des carrières et le développement de la proximité de chaque collaborateur à son service RH.

Cette proximité RH est assurée aujourd'hui au moyen des différents outils digitaux, permettant à chacun de simplifier ses démarches et de rendre facilement mobilisable l'ensemble de l'offre RH. Cette offre est déployée au moyen du coffre-fort électronique pour chaque collaborateur, d'un portail salarié, d'une équipe dédiée au SAV RH joignable à chaque instant et bientôt d'une application mobile simplifiant au maximum le contact entre le collaborateur et son équipe RH. Un module de formation « inclusion digitale » d'accompagnement à l'utilisation des outils digitaux a été créé et est en phase de déploiement sur l'ensemble du Groupe. Le taux d'utilisation de ces outils digitaux est de 66,3 % au sein de la branche Multiservices.

Enfin, et parmi les offres RH découlant des attentes des collaborateurs, un Pôle Social a été créé sur la division Multiservices, regroupant 14 services à destination des collaborateurs, sur les sujets de santé (téléconsultations médicales, assistance santé, questions de mutuelle, fonds social), logement (action logement), retraite (bilan et points retraite), aide aux aidants (politique d'accompagnement des aidants), et accompagnement psychologique (avec une cellule d'écoute dédiée et disponible 24h/24, 7 jours/7).

(1) Équivalent temps plein

3.3.3 Favoriser l'égalité des chances

3.3.3.1 Promouvoir la diversité

Œuvrer pour l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes

répartition salariés



25 507 15 830

	Services à l'Environnement		Services aux Entreprises		Holding		Total	
	2021	2020	2021	2020	2021	2020	2021	2020
Proportion des femmes managers	19,7 %	19,6 %	32,9 %	32,9 %	32,4 %	37,2 %	28,9 %	29,8 %
Proportion des hommes managers	80,3 %	80,4 %	67,1 %	67,1 %	67,6 %	62,8 %	71,1 %	70,2 %

La baisse du taux de femmes managers s'explique par des départs notamment sur la Holding Derichebourg Environnement pour différents motifs (déménagement, retraite, démission...).

Services à l'Environnement

	France		Europe (hors France)		Amérique		Total	
En milliers d'euros	2021	2020	2021	2020	2021	2020	2021	2020
Salaire moyen annuel femmes managers	58,1	55,5	50,8	34,3	47,2	44,5	56,2	50,1
Salaire moyen annuel hommes managers	67,4	68,2	69,9	63,7	43,7	42,8	64,1	64,5
Salaire moyen annuel femmes non-managers	24,6	23,1	22,8	24,9	41,3	46,3	25,4	24,3
Salaire moyen annuel hommes non-managers	29,1	27,7	27,2	26,8	32,9	31,3	29,3	27,8

Services aux Entreprises

	France		Europe (hors France)		Total	
En milliers d'euros	2021	2020	2021	2020	2021	2020
Salaire moyen annuel femmes managers	46,5	47,0	57,9	33,8	47,7	44,9
Salaire moyen annuel hommes managers	55,0	53,6	51,3	57,3	54,7	53,9
Salaire moyen annuel femmes non-managers	20,4	19,2	3,8	6,9	11,5	12,4
Salaire moyen annuel hommes non-managers	19,1	21,1	20,0	11,9	19,3	19,8

Le salaire moyen est égal au rapport entre la rémunération annuelle et la moyenne annuelle des effectifs présents sur les douze mois de l'année.

Index égalité femmes/hommes

La division Environnement a publié en 2021 le seul index « égalité professionnelle femmes/hommes » calculable, celui du siège avec un résultat de 88/100.

Le pôle Services aux Entreprises a communiqué l'index égalité professionnelle femmes/hommes pour sept de ses filiales (Derichebourg Énergie, Derichebourg SNG, Derichebourg Aeronautics Services France, Derichebourg Intérim, Derichebourg Accueil, Derichebourg Propreté et Derichebourg Retail). Toutes les filiales font état d'un index supérieur à l'objectif réglementaire (75/100) avec une moyenne de 83/100, résultats attestant des efforts déjà engagés et en progression, et qui seront amplifiés sur les années à venir. Ces filiales se distinguent positivement et particulièrement grâce à leurs résultats en matière de rémunération et d'augmentations individuelles.

Des procédures d'accompagnement et d'analyse de la rémunération aux retours de congés maternité ont été mises en œuvre.

Un travail de fond se poursuit en matière d'écart de répartition des promotions entre les femmes et les hommes et d'absence de femmes parmi les plus hauts salaires de l'entreprise. Sur ce point, des objectifs de parité parfaite sont établis à l'horizon 2030.

Par conséquent, Derichebourg Multiservices ouvre un chantier prioritaire en matière d'évolution professionnelle. La revue du personnel est essentielle et les négociations relatives à l'égalité professionnelle cibleront une promotion qualitative.

Le groupe Derichebourg s'attache à prévenir les situations de violence et de harcèlement dont pourraient être victimes chacun de ses salariés, et plus largement, à prévenir les risques psychosociaux. Cette volonté de tout mettre en œuvre pour préserver la santé et la sécurité des salariés s'inscrit dans une démarche globale de prévention. Dans le cas

d'agissements hostiles d'un ou plusieurs salariés, l'employeur s'engage à répondre à l'urgence des situations en déployant le dispositif de protection du protocole de gestion des conflits interpersonnels au travail afin de rechercher l'origine des difficultés rencontrées et mettre en place les mesures de prévention adaptées.

De plus, chaque filiale s'engage à rendre la formation plus accessible et plus équitable pour tous : formation e-learning, séances d'information mensuelles instaurées par webinaires via la plateforme Derichebourg Academy, un espace dédié à l'égalité professionnelle accessible sur l'intranet, etc.

Au 1^{er} trimestre 2022, les Ambassadeurs Diversité volontaires continueront à se professionnaliser, et à se former, et seront en charge de communiquer via une charte de référence qui sera intégrée notamment dans le pack embauche.

Enfin, les filiales communiqueront toujours plus sur le recrutement diversifié en mettant en lumière des portraits de femmes en particulier sur les métiers techniques ou de management (20 femmes mises à l'honneur en mars 2021 sur la division Environnement). Sur la division Multiservices, l'accès pour les femmes à des formations qualifiantes au management d'équipe au sein de la Montpellier Business School et de HEC fera l'objet d'une attention particulière.

Dans le cadre de sa politique Seniors, le Groupe offre à ses collaborateurs, de 45 ans et plus, la possibilité de bénéficier d'un entretien retraite avec Humanis (Derichebourg Propreté) et l'AG2R (Derichebourg Environnement). Cet entretien a pour but de faire un point sur la carrière professionnelle du collaborateur, de l'accompagner dans ses différentes démarches ou tout simplement de lui apporter des informations.

	Services à l'Environnement		Services aux Entreprises		Holding		Total	
	2021	2020	2021	2020	2021	2020	2021	2020
Part des salariés ayant plus de 55 ans	23,0 %	20,5 %	27,7 %	27,2 %	19,7 %	18,0 %	27,2 %	26,4 %

La proportion des salariés ayant 55 ans et plus sur l'ensemble du Groupe est en hausse par rapport à l'exercice précédent. Cette évolution est liée à la fois au maintien dans l'emploi des salariés expérimentés (qui transmettent ainsi leur savoir aux plus jeunes) mais aussi au recrutement de salariés seniors.

Le pôle Services aux Entreprises s'est doté d'un dispositif d'accompagnement individualisé, pour faciliter le retour à l'emploi des salariés en situation de reclassement suite à une réorganisation ou à une inaptitude. Le dispositif se caractérise par un accompagnement d'une durée de trois mois avec :

- ▣ 3 entretiens modulables pour établir un diagnostic professionnel, définir le projet du salarié et appuyer sa mise en œuvre ;
- ▣ 1 plateforme interactive et simple d'utilisation permettant d'effectuer ses recherches d'emploi, de préparer son CV et ses entretiens de recrutement.

Pour ce faire, le pôle Services aux Entreprises s'est associé à un partenaire spécialisé dans la reconversion professionnelle : AKSIS.

Emploi des jeunes

Afin d'assurer le renouvellement de ses cadres opérationnels, la division Derichebourg Environnement recrute et intègre chaque année, depuis 2019, une dizaine de jeunes diplômés d'écoles d'ingénieurs et d'écoles de commerce au niveau national avec l'opération « jeunes pousses ». Cette opération a été l'occasion de faire connaître au public et de valoriser l'ensemble des métiers de la chaîne du recyclage, de communiquer sur le Groupe et de nouer des partenariats avec les écoles.

Les jeunes recrutés suivent un parcours d'intégration « métier » d'une durée d'un an comprenant des modules de formation terrain ciblés sur l'exploitation, les achats, le transport, le commerce, etc., et ils sont évalués à chaque étape.

Derichebourg Multiservices a rejoint le réseau Paqte, Pacte avec les quartiers pour toutes les entreprises le 10 juillet 2020. Ce programme d'accompagnement propulsé par IMPACT Partenaires et Bpifrance a été

lancé par le ministre de la Cohésion des territoires et des Relations avec les collectivités territoriales, chargé de la ville et du logement. Cet engagement affirme la mobilisation du Groupe pour l'inclusion économique des quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV) à travers la sensibilisation des jeunes, le recrutement, la formation et les achats sur ces territoires. Au 30 septembre 2021, plus de 20 % des salariés de Derichebourg Multiservices résident dans un QPV.

La filiale Derichebourg Énergie a intégré sa première promotion de personnes issues de l'insertion, sur le métier de technicien de maintenance. Avec les partenaires Pro Emploi, chargé du modèle de financement et de la présélection des candidats et l'IFEN, institut de formation spécialisée, a été défini un parcours d'enseignement sur mesure dédié à Derichebourg Énergie comprenant des modules pédagogiques spécifiques, appliqués par la suite en entreprise. Après une campagne de recrutement et une remise à niveau théorique et pratique sur 6 semaines, 12 personnes ont été retenues pour suivre un cycle de plus de 300 heures d'apprentissage.

Apprentissage

	Services à l'Environnement		Services aux Entreprises		Holding		Total	
	2021	2020	2021	2020	2021	2020	2021	2020
Part des salariés en contrat d'apprentissage	0,3 %	0,4 %	0,4 %	0,3 %	3,5 %	3,3 %	0,4 %	0,29 %

La politique de recrutement des alternants touche toutes les classifications du CAP jusqu'au master. Sur l'exercice 2020/2021, le Groupe a compté 181 alternants. Ce chiffre est en hausse par rapport à l'exercice dernier (122 alternants).

Au sein du Groupe, un dispositif de transmission des savoirs a été mis en place : chaque alternant qui arrive dans le Groupe a son tuteur qui est son référent dans l'entreprise et qui va le guider tout au long de son cursus.

Derichebourg est régulièrement sollicité par des établissements scolaires pour organiser des échanges et des interventions à destination des élèves issus de collèges et lycées, mais aussi d'écoles supérieures. Des partenariats avec AgroParisTech, l'université du Mans, le Goethe Institut, l'INSA Lyon ou encore MinesParisTech ont été initiés.

Afin de sensibiliser les jeunes au secteur du recyclage, Derichebourg Environnement est partenaire depuis 2021 du concours « Je filme le métier qui me plaît ». Créé il y a 14 ans par l'association Euro-France, il s'agit d'un projet pédagogique sous le haut patronage des ministères du Travail, de l'Éducation nationale et de l'Enseignement supérieur. Destiné aux jeunes (collégiens, lycéens, étudiants), le concours vise à mettre en lumière les différents métiers, dont le recyclage au travers de la catégorie « Le recyclage, une industrie au service de la planète ». Parmi les projets lauréats, 2 courts-métrages ont été tournés sur les sites de recyclage du Groupe. Après avoir ouvert 12 installations de recyclage en 2021 pour les tournages, près de 20 installations seront proposées pour l'édition 2022.

Afin de soutenir l'association Euro-France, une partie de la taxe d'apprentissage est reversée à cette structure habilitée à percevoir la taxe d'apprentissage sur le plan national.

Derichebourg Environnement est intervenu en février 2021 à l'occasion de la semaine de l'industrie pour présenter l'industrie du recyclage à de nombreux collégiens de 3^e, dans le cadre d'une semaine de découverte 100 % live.

Insertion

Dans le cadre des contrats de recyclage de DEEE (déchets d'équipements électriques et électroniques), plusieurs établissements confient le démontage et le démantèlement du gros électroménager ou des petits appareils en mélange à la fédération d'entreprises d'insertion ENVIE. Le partenariat du Groupe avec ENVIE dure désormais depuis bientôt 15 ans. Le groupe Derichebourg dispose en France de 11 plateformes de valorisation de DEEE. Sur six d'entre elles, le Groupe est en partenariat avec la fédération ENVIE et, tous les jours, ce sont 110 salariés en insertion qui travaillent avec le Groupe. Ce partenariat a été salué par la préfecture des Hauts-de-Seine qui a décerné au Groupe le 8 octobre 2018 le diplôme « Achats responsables et responsabilité sociale des entreprises Hauts-de-Seine » pour le site de Gennevilliers.

Lancé le 7 avril 2021, le programme Passerelle issu du nouveau dispositif des « Transitions collectives » proposé par l'État, a été présenté à une trentaine de salariés de DERICHEBOURG Multiservices, en partenariat avec le Groupe Korian, premier groupe privé européen dans la prise en charge de la dépendance. Ce programme, présenté à des agents de service volontaires, leur permet de bénéficier d'une reconversion professionnelle et de développer leur employabilité vers un métier d'avenir. À l'issue d'une formation diplômante de 14 mois effectuée au sein d'un établissement Korian, les salariés Derichebourg deviendront aide-soignant en CDI à temps complet. Pour ce projet innovant, Derichebourg Multiservices a été récompensé le jeudi 18 novembre 2021 lors des Victoires des Leaders du Capital Humain du Trophée « Coup de Cœur ».

Le 18 mars 2021, à l'occasion de la Journée Mondiale du Recyclage, le Groupe a souhaité mettre à l'honneur le partenariat historique avec la Fédération Envie. Au travers de portraits-photos, le Groupe a partagé avec ses partenaires et sur les réseaux, le témoignage de personnes actuellement en poste chez Envie et de personnes recrutées par Derichebourg Environnement à l'issue de leur expérience en insertion.

Handicap

Le groupe Derichebourg décline un plan d'actions ambitieux en faveur de l'intégration professionnelle des salariés en situation de handicap.

L'objectif est de faire progresser le taux d'emploi des travailleurs en situation de handicap et les actions se déclinent autour de cinq axes à travers la mission handicap :

- ▣ le recrutement ;
- ▣ le maintien dans l'emploi en cas de survenance d'un handicap au cours de la vie professionnelle ;
- ▣ la collaboration avec le milieu protégé ;
- ▣ le suivi personnalisé du collaborateur en situation de handicap pour le faire progresser ;
- ▣ la formation/sensibilisation pour offrir des parcours professionnels adaptés.

Des référents locaux formés à la thématique du handicap ont pour missions d'accueillir, d'intégrer et de participer au maintien dans l'entreprise des travailleurs en situation de handicap : les Ambassadeurs Diversité.

salariés
en situation
de handicap

7,2 %



Au 30 septembre 2021, le Groupe atteint un taux d'emploi de travailleurs en situation de handicap de 7,2 % ; ce résultat dépasse l'obligation légale fixée à 6 % de taux d'emploi et est en progression depuis deux années consécutives (6,7 % l'année précédente) ; et ce malgré la réforme du mode de calcul de la DOETH (déclaration obligatoire d'emploi des travailleurs handicapés).

Le taux d'emploi Handicap des filiales françaises de la branche Multiservices s'élève à 5,5 %. En intégrant les entités du pôle ibérique non soumises à la réglementation française du mode de calcul des unités bénéficiaires, le taux d'emploi atteint 7,7 %.

Au-delà de l'emploi direct des salariés en situation de handicap, Derichebourg vise à nouer des partenariats durables avec le secteur protégé (entreprises adaptées (EA) ou établissements ou service d'aide par le travail - ESAT). Le pôle Facility Management de Derichebourg Multiservices sous-traite une partie de ses activités d'espaces verts ou d'accueil auprès du secteur adapté.

Depuis janvier 2016, la société REFINAL Industries sous-traite auprès d'un ESAT la fabrication de ventouses pour trois robots prélevant les lingots d'aluminium sur sa chaîne de production. Près de 200 ventouses sont confectionnées tous les mois.

Enfin, Derichebourg Multiservices déploie un réseau de 30 Ambassadeurs Diversité, implantés au plus près des collaborateurs, et formés à l'accompagnement sur le Handicap. Ces Ambassadeurs Diversité animent des ateliers de formation, de sensibilisation, et accompagnent les collaborateurs disposant d'une reconnaissance de travailleurs handicapés, ainsi que tous les managers, dans la gestion du Handicap au quotidien.

Multiculturalité

Le groupe Derichebourg est signataire de la Charte de la diversité au sein de l'Union européenne. Le Groupe témoigne ainsi de sa volonté de poursuivre et de renforcer les actions menées à tous les niveaux de l'entreprise pour favoriser la diversité dans le recrutement ainsi que dans la gestion des carrières.

Les managers du Groupe animent des équipes composées de salariés issus de plus de 125 nationalités. En cela, Derichebourg est un acteur important d'intégration.

Certaines filiales offrent à leurs salariés la possibilité de suivre des cursus de formation sur les savoirs de base et le français (obtention du DILF⁽¹⁾). Ces cursus ont des impacts positifs tant sur le plan professionnel que personnel. L'employabilité des collaborateurs progresse et ces derniers ont ensuite une meilleure compréhension des directives qui leur sont données. Les salariés s'expriment et communiquent plus facilement et développent une plus grande autonomie sur leur poste de travail. Sur le plan personnel, ces formations facilitent leur vie quotidienne. Les démarches administratives deviennent plus faciles et ils peuvent même aider leurs enfants à faire leurs devoirs.

L'engagement sociétal

Derichebourg Multiservices est engagé dans des actions d'intérêt général pour des causes en faveur de la préservation de l'environnement, l'égalité des chances ou le bien-être avec des programmes comme :

- ▣ l'arrondi sur salaire qui permet aux collaborateurs qui le souhaitent, de soutenir les associations partenaires (Sport dans la ville, Nos quartiers ont des talents, Simplon) en faisant un micro-don sur leur salaire (compris entre 0,5 et 5 €). Derichebourg Multiservices double le montant de chaque don. C'est la co-solidarité employé-employeur. Plus de 300 collaborateurs participent à ce jour à ce dispositif ;
- ▣ le « parrainage » pour accompagner les jeunes issus des Quartiers Prioritaires vers l'emploi ou l'apprentissage avec l'association Nos Quartiers ont des Talents. Depuis 2006, l'association agit en faveur de l'égalité des chances en accompagnant vers l'emploi, vers l'alternance et l'entrepreneuriat, les jeunes diplômés bac + 3 et plus, âgés de moins de 30 ans et issus de quartiers prioritaires ou de milieux sociaux modestes ;
- ▣ « United Heroes » permet aux collaborateurs de renforcer leur bien-être au quotidien par des challenges sportifs ou la lecture d'articles. En septembre 2021, Derichebourg Multiservices a participé aux HGames, la 1^{re} compétition sportive inter-entreprises au profit du Handisport.

Depuis mars 2020, Derichebourg Multiservices met à disposition de ses collaborateurs une plateforme Solidaire Action pour leur permettre de participer activement à ces actions.

Derichebourg Environnement et Derichebourg Multiservices soutiennent en 2021 des associations reconnues d'intérêt général en faveur de l'insertion des publics éloignés de l'emploi comme Sport dans la ville ou la Cravate Solidaire. À cette occasion, une grande collecte de vêtements professionnels a été organisée fin novembre 2021 auprès des collaborateurs du Groupe, afin d'offrir aux personnes en insertion ou réinsertion professionnelle une tenue adaptée et lutter ainsi contre les discriminations liées à l'apparence lors d'un entretien d'embauche.

(1) Diplôme initial de langue française.

3.4 Réduire l'empreinte environnementale du Groupe

3.4.1 Contribuer à la neutralité carbone

L'ambition du groupe Derichebourg est de s'inscrire dans les engagements de l'accord de Paris pour la lutte contre le réchauffement climatique ; engagement marqué par la signature du French Business Climate Pledge en août 2019.

Le Groupe dispose de deux leviers permettant d'agir contre le réchauffement climatique : d'une part par son activité de recyclage et d'autre part par la réduction de ses propres émissions de gaz à effet de serre (GES).

Les émissions de gaz à effet de serre calculées, selon le référentiel de l'ADEME, sur le scope 1 (émissions directes) et scope 2 (émissions indirectes associées à l'énergie), représentent pour l'exercice 2020/2021 205 230 tonnes équivalent CO₂.

Les émissions de gaz à effet de serre du Groupe se décomposent en :

- ▣ électricité achetée : 22 174 tonnes équivalent CO₂ ;
- ▣ consommation de combustibles fossiles liée aux installations : 121 789 tonnes équivalent CO₂ ;
- ▣ consommation de carburant liée aux déplacements : 61 267 tonnes équivalent CO₂.

70,1 % des émissions de GES sont liées au fonctionnement des installations (gaz, électricité et GNR) et 29,9 % liées au transport. Les émissions de gaz à effet de serre ont augmenté de 21,3 % en valeur absolue notamment sur l'électricité achetée et les consommations de combustibles fossiles liées aux installations.

Les deux principales causes de cette augmentation sont :

- ▣ l'accroissement du périmètre (Derichebourg España sur 12 mois contre 9 mois l'année dernière) ;
- ▣ le rebond de l'activité recyclage post-Covid (+ 24 % de tonnes traitées).

Ainsi, rapportée à l'activité, l'augmentation des émissions de GES n'est pas significative ; 37,2 kg équivalent CO₂/tonne traitée à comparer aux 37,1 kg équivalent CO₂/tonne traitée pour l'exercice précédent soit une augmentation de 0,3 %.

Derichebourg Environnement utilise principalement pour ses unités de recyclage, de l'électricité comme source d'énergie. La forte proportion d'électricité d'origine nucléaire dans le mix énergétique en France contribue à limiter les émissions de gaz à effet de serre de l'activité Recyclage en France.

Derichebourg Environnement travaille également sur un projet de valorisation des résidus de broyage non recyclables en combustible solide de récupération (CSR). Cette technique permettra de produire un combustible issu de déchets en substitution des énergies fossiles (charbon, fuel, etc.) et de contribuer aux objectifs nationaux de diversification du mix électrique via la réduction de 40 % de la consommation d'énergies fossiles en 2030.parc

Au-delà du plan de réduction de ses émissions de gaz à effet de serre, la filiale Derichebourg Propreté compense ses émissions de gaz à effet de serre résiduelles pour la deuxième année consécutive avec deux projets au Brésil : l'un finance la construction de deux centrales hydrauliques de petite échelle et l'autre la construction et la mise en fonctionnement d'un système de collecte et de brûlage de gaz d'enfouissement (décharge de Canhanduba). Grâce à ce système, le

gaz permet de générer de l'électricité. Ce sont plus de 5 682 tonnes équivalent CO₂ qui ont été compensées cette année.

3.4.1.1 Réduire les émissions de GES liées au transport

Services à l'Environnement

La division Environnement du Groupe a engagé la transformation stratégique de son activité transport depuis 2018.

L'entreprise dote sa flotte de camions, d'outils et de procédures lui permettant de contrôler et d'optimiser sa consommation de carburant.

Le plan de transformation transport s'articule autour de plusieurs solutions cumulatives :

- ▣ le redimensionnement et le renouvellement de la flotte à travers :
 - l'élimination des véhicules anciens surnuméraires,
 - l'acquisition de 155 véhicules neufs sur les près de 400 dédiés à la collecte que compte désormais le parc de l'activité Recyclage en France, dont seulement 15 véhicules livrés en 2021 à cause des difficultés d'approvisionnement liées à la pénurie de composants électroniques. Le renouvellement se poursuivra en 2022. Les nouveaux véhicules répondent tous *a minima* à la norme Euro VI et sont tous équipés du système AdBlue™ et de filtres à particules. Ainsi, à ce jour, 48 % de la flotte (périmètre Europe hors Italie) répond d'ores et déjà à la norme Euro VI (en baisse suite à l'intégration du parc de Derichebourg España) ;
- ▣ le choix de la bonne motorisation afin de réduire la consommation de carburant. La puissance des camions est limitée au minimum et systématiquement adaptée à la géographie locale ;
- ▣ le déploiement de la technologie fleetenergies™ (ex-AlertGasoil™).

fleetenergies™ est une solution complète de mesure et de contrôle de la consommation de carburant et des émissions de gaz à effet de serre pour faciliter le pilotage global et réduire les gaspillages (suivi du TMAVA⁽¹⁾, comportement de conduite, etc.) ; la technologie utilisée est certifiée « classe 4 » par l'ADEME, soit le plus haut niveau de certification possible de l'exactitude des mesures de consommation de carburant et d'émission de CO₂.

L'équipement du parc automobile avec le dispositif embarqué fleetenergies™ permet d'avoir un suivi exhaustif et précis de la consommation de carburant.

Le déploiement des capteurs embarqués a démarré au début de l'exercice 2018/2019, et s'est terminé en juin 2019 pour les parcs automobiles français, belge et allemand. Le déploiement de cette technologie a été reporté en 2022 pour la filiale Derichebourg España ;

- ▣ la formation en France des chauffeurs.

L'écoconduite rassemble les enjeux du développement durable (utilisation efficiente de l'énergie) et de la sécurité routière, en apportant aux collaborateurs toutes les solutions à mettre en œuvre au quotidien permettant d'adopter une conduite responsable, économique et écologique tout en réduisant le risque routier et la consommation de carburant.

(1) Temps moteur allumé véhicule à l'arrêt.

Les différentes filiales de la branche Environnement ont débuté les sessions de formation depuis deux ans et, à ce jour, plus de 150 chauffeurs en ont bénéficié.

Toutefois, le Groupe a changé de stratégie et s'oriente désormais vers des formations plus adaptées, visant à prendre correctement en main les nouveaux véhicules livrés (utilisation de la boîte robotisée, couple optimum...), et ce, en partenariat avec les constructeurs et les carrossiers (gestion des accessoires ; grue auxiliaire, ...). En effet, par manque de connaissance, il a été constaté que les chauffeurs pouvaient surconsommer quand ils conduisaient de nouveaux véhicules. Ceci a contribué à légèrement dégrader les indicateurs alors que la flotte est plus récente et moins polluante.

▣ l'aide à la planification des tournées.

Une action commune est menée entre les responsables d'exploitation sur l'activité recyclage, les planificateurs de tournées et les équipes commerciales afin d'optimiser l'organisation des tournées de collecte et la mutualisation des moyens roulants, réduisant ainsi le nombre de kilomètres inutiles.

Dans le même état d'esprit, Derichebourg a signé un partenariat en 2016 avec le groupe Michelin pour la gestion de son parc de pneumatiques. Ainsi, le Groupe a choisi de privilégier le prolongement de la vie des pneumatiques en les faisant rechaper et recréuser quand cela est possible, ce qui contribue à réduire la quantité de matière première consommée en comparaison avec la fabrication d'un pneumatique neuf.

La mise en place d'un suivi de la pression des pneumatiques a également contribué à réduire la consommation de carburant.

Ainsi par ces différentes actions, le Groupe a pour objectifs à horizon 2022 de :

- ▣ maintenir la consommation des véhicules inférieure à 42 litres/100 km ;
- ▣ diminuer le volume de gasoil consommé ;
- ▣ réduire les émissions de CO₂ de l'activité Transport de près de 10 % par rapport au 31 décembre 2018.

Le pilotage de la performance énergétique du transport pour l'activité Recyclage est assuré par les indicateurs suivants :

En litre par 100 km	Services à l'Environnement		
	Objectif 2022	2021	2020
Consommation de carburant pour 100 km parcourus ⁽¹⁾	42	43,2	43,1
En gramme de CO ₂ par km parcouru			
	Objectif 2022	2021	2020
Émission CO ₂ par km parcouru ⁽¹⁾	1 200	1 327	1 324

(1) Périmètre Europe hors Italie.

S'agissant des transports aval, le Groupe privilégie toujours quand cela est possible la voie d'eau maritime ou fluviale, qui présente le meilleur coût et contribue à la préservation de l'environnement. Les ouvertures de nouveaux sites se font dès lors que cela est possible à proximité de voies d'eau.

Pour mémoire, le Groupe bénéficie d'infrastructures fluviales ou maritimes pour la plupart de ses filiales : Marseille (Purfer), Rouen et Valenciennes (Revival), Houston (Derichebourg Recycling USA), Nantes (AFM Recyclage), Bruxelles et Liège (Derichebourg Belgium), Karlsruhe (Derichebourg Umwelt GmbH), Strasbourg (Eska) etc.

Les deux dernières lignes de broyage du Groupe n'ont pas failli à cette règle : Gennevilliers (sur le domaine de HAROPA – Ports de Paris) et depuis fin septembre 2018, la nouvelle ligne de broyage de Bassens (située sur le domaine du grand port maritime de Bordeaux).

Le Groupe poursuit également l'utilisation du transport ferroviaire. Ce mode de transport constitue une alternative au transport routier (un wagon pour deux camions). Il est moins développé que le transport par voie d'eau, et ce, davantage pour des raisons structurelles que par une volonté réelle du Groupe.

Le gouvernement français a dévoilé le 13 septembre 2021 la stratégie nationale pour le développement du fret ferroviaire. Cette stratégie répond à l'objectif d'un doublement de la part modale du fret ferroviaire d'ici 2030 (passer de 9 % en 2019 à 18 % en 2030), inscrit dans la loi portant lutte contre le dérèglement climatique. À plus long terme, l'État se donne l'objectif d'atteindre une part modale pour le fret ferroviaire de 25 % à l'horizon 2050. Un plan d'investissement de 1 milliard d'euros dans le cadre du plan de relance et une enveloppe supplémentaire annuelle de 170 millions d'euros jusqu'en 2024 seront déployés. En tant qu'utilisateur, Derichebourg Environnement suit de près ces évolutions.

La part des tonnages transportés par voie fluviale et/ou maritime et par voie ferroviaire au niveau monde est la suivante :



En milliers de tonnes transportées	2021	2020
Matières premières secondaires transportées par voie d'eau	1 091,1	792,4
Matières premières secondaires transportées par voie ferroviaire	380,2	264,5

À titre d'information, les modes de transport par voie d'eau ou ferroviaire ont permis d'éviter la circulation d'environ 58 850 poids lourds tout au long de l'exercice 2020/2021 (sur la base de 25 tonnes transportées par un poids lourd).

La filiale Poly-Environnement (Services aux Collectivités) a poursuivi ses investissements dans les transports propres pour la réalisation de ses prestations.

Ainsi, le déploiement de la technologie Active Stop-StartMC de la société québécoise Effenco s'est poursuivi sur plusieurs agences de la région parisienne et en Normandie portant à 134 le nombre de véhicules équipés soit 41 % du parc français. Par ailleurs, Derichebourg Canada a équipé au cours de l'exercice 21 camions bennes (20 % du parc) de cette technologie. Ce système est conçu pour couper le moteur d'un véhicule poids lourd lorsque celui-ci est immobile tout en maintenant opérationnels ses accessoires ainsi que ses équipements, tels que le lève-conteneurs et le système de compaction de la benne. D'une manière générale, ces arrêts représentent 40 % à 50 % de temps d'utilisation du véhicule et permettent ainsi de réduire de 30 % les émissions de gaz à effet de serre.

L'agence PolyNormandie a acquis pour son nouveau site de Colombelles (Calvados) 28 camions bennes pour la collecte des ordures ménagères (bennes OM) roulant au gaz naturel pour véhicules (GNV) et s'est dotée de sa propre station de distribution de GNV.

À ce jour, plus de 55 % (+ 15 points par rapport à 2019/2020) de la flotte de bennes OM de Poly-Environnement (périmètre France) roule au GNV soit 181 véhicules.

L'utilisation de bio-carburant de type B100 (100 % végétal) fabriqué à partir de colza cultivé et transformé en France a également été testée avec succès sur l'agence de Colombelles. Cette expérimentation sera étendue à l'activité Recyclage dès 2022. L'objectif est, à court terme, de substituer une partie du gasoil consommé par ce bio-carburant dont les émissions de CO₂ sont réduites de 60 % et celles de particules de 80 %.

La flotte de véhicules de fonction et de service de Poly-Environnement (périmètre France, 150 véhicules) est composée à 58 % de véhicules hybrides ou électriques.

Multiservices

96 % des émissions directes de GES de Derichebourg Multiservices proviennent de sa flotte de plus de 2 000 véhicules.

Une étude du parc automobile a été menée en 2020, elle visait à identifier les actions permettant de réduire le taux moyen d'émissions de CO₂/km de la flotte de véhicules, à assurer la continuité de service de l'activité et à optimiser le Total Cost of Ownership (TCO).

Le plan d'action suivant a été déployé en 2021 :

- ▣ recrutement d'un responsable du parc ;
- ▣ mise en place d'un logiciel de suivi de parc ;
- ▣ définition d'une nouvelle car policy intégrant 4 packs mobilité (car pack, green car pack, plug-in pack et green pack) dont 2 proposant des solutions de crédit mobilité afin d'encourager des solutions de mobilité alternative à la voiture de fonction.

Ces actions ont permis cette année d'anticiper les obligations de la loi LOM (loi d'orientation des mobilités). En effet, 248 véhicules ont été renouvelés dont 10 % ont un faible niveau d'émissions (inférieur à 60 g CO₂/km). Au total, 7 % du parc a une motorisation électrifiée (contre 3 % l'exercice dernier) et un tiers du parc, un niveau d'émissions inférieur à 116 g de CO₂/km (selon la norme WLTP).

3.4.1.2 Améliorer l'efficacité énergétique des sites

Derichebourg Environnement est engagée dans une démarche volontaire de maîtrise de la consommation d'énergie à travers notamment la certification ISO 50001 dans les deux filiales Refinal Industries et Derichebourg Umwelt GmbH.

Le groupe Derichebourg a mis en place différentes actions visant à réduire la consommation énergétique de ses unités de production. Les plus significatives sont :

- ▣ l'installation sur les lignes de broyage de variateurs de fréquence permettant d'ajuster en temps réel la fourniture d'énergie aux besoins ;
- ▣ le remplacement progressif des moteurs des unités de broyage par des moteurs à meilleur rendement énergétique ;
- ▣ l'acquisition de nouvelles presses-cisailles équipées de technologies à variateurs de fréquence.

Par ailleurs, la deuxième phase d'audits énergétiques réglementaires s'est déroulée en 2019 et 2020 pour l'ensemble des filiales françaises concernées. Pour les activités les plus consommatrices d'énergie, ces audits sont réalisés par des sociétés spécialisées dans le domaine de l'efficacité énergétique. Ces sociétés s'engagent à répondre aux exigences de la norme européenne NF EN 16247 (1 à 4) et permettront au Groupe d'établir un plan d'actions 2022 en matière d'efficacité énergétique.

Le suivi du plan d'actions sera réalisé en parallèle du suivi du nouvel indicateur défini dans la feuille de route RSE, à savoir la consommation d'énergie des sites d'exploitation ramenée à la tonne traitée.

En kWh PCI** par tonne traitée	Activité Recyclage*		
	Objectif 2022	2021	2020
Consommation d'énergie des sites à la tonne traitée	30	30,4	32,5

* Périmètre France, hors REFINAL INDUSTRIES.

** Pouvoir calorifique inférieur : quantité théorique d'énergie contenue dans un combustible.

Cet indicateur prend en compte les consommations d'électricité et de gasoil non routier des sites. Les consommations de gaz n'étant pas significatives (hormis pour les deux sites d'affinage d'aluminium de Refinal Industries), par souci de simplification, elles ne sont pas prises en compte. La société Refinal Industries ne fait pas partie du périmètre de cet indicateur ; son activité est d'une part très spécifique et est, d'autre part, encadrée par la certification ISO 50001.

La nette amélioration de l'indicateur est liée au retour à un niveau d'activité pré-Covid. En effet, les installations du Groupe avaient fonctionné pendant plusieurs mois en sous-capacité, lors de l'exercice précédent, expliquant la surconsommation à la tonne traitée.



consommation
électrique

142,5 GWh

+ 17 % par rapport à 2020

Par ailleurs, les consommations énergétiques en valeur absolue sur l'ensemble du Groupe (périmètre monde) sont les suivantes ⁽¹⁾:

gasoil routier



17,8 millions
de litres

- 1,1 % par rapport à 2020

Gaz Naturel
pour Véhicules
(GNV)



2,8 millions
de m³

+ 46,1 % par rapport à 2020

L'augmentation en valeur absolue des différentes consommations est liée d'une part au rebond de l'activité post-Covid (+24 % en volume) et d'autre part à l'intégration de Derichebourg España sur 12 mois au lieu de 9 lors du précédent exercice.

gasoil non routier



10,3 millions
de litres

+ 39,5 % par rapport à 2020

gaz



40,5 millions
de m³

+ 27 % par rapport à 2020

La consommation de gaz pour les installations est portée à 98,5 % par les quatre affineries du Groupe (aluminium et plomb) utilisant cette source d'énergie pour le fonctionnement de leurs fours d'affinage.

La consommation de GNV a fortement augmenté par rapport à l'exercice précédent (+ 46,1%) suite au déploiement de nouveaux camions sur l'activité Collecte en lieu et place de camions roulant au gasoil.

La part de bio-carburant et d'essence dans la consommation globale de carburant est croissante et se porte aujourd'hui à 2 % de la consommation globale.

Ainsi avec la diversification des carburants, le Groupe observe pour la première année une baisse de la consommation de gasoil (- 3,1 %).

Par ailleurs, Derichebourg Environnement a poursuivi pour la deuxième année consécutive son partenariat avec la société Total Flex pour la mise à disposition de capacités d'effacement de sa consommation d'électricité.

L'effacement ou flexibilité électrique est la capacité d'un site à diminuer, voire arrêter sa consommation en cas de forte demande ou de pénurie d'offre, et ce, à la demande de Réseau de Transport Électricité (RTE). En effet, en cas de pic de consommation, pour ne pas avoir à redémarrer des centrales électriques anciennes et polluantes (notamment au charbon, très émettrices de CO₂), RTE sollicite les entreprises volontaires pour qu'elles diminuent fortement leur consommation et atténuent ledit pic.

L'impact est double : cela permet d'éviter un éventuel black-out sur le territoire et contribue à réduire l'intensité carbone du mix énergétique français.

Le Groupe met ainsi à disposition de RTE via Total Flex une capacité de 19 MW au travers de 37 sites de production.

À titre de comparaison, cette puissance correspond à la puissance de quasiment 3 200 foyers français types (en prenant comme puissance souscrite par logement 6 kVA).

(1) La consommation de gasoil de Derichebourg España a été estimée à partir des kilomètres parcourus par les camions et en prenant la consommation moyenne mesurée en France par le Système fleetenergies.

3.4.1.3 Émissions de gaz à effet de serre évitées

Une activité au service de l'économie circulaire :
la valorisation des déchets métalliques

De par la nature de son activité historique, le recyclage de déchets métalliques, Derichebourg Environnement contribue à la préservation des ressources naturelles (minerai de fer, cuivre, bauxite, etc.) tout en diminuant les quantités de déchets éliminés.

Les déchets métalliques sont tout d'abord triés. Ceux ne nécessitant aucun traitement sont directement regroupés par qualité puis revendus. Les ferrailles nécessitant un processus de préparation industriel avant d'être consommées par les aciéries sont soit cisailées ou découpées (ferrailles épaisses) soit broyées (ferrailles légères ou mélangées à d'autres matières).

Derichebourg Environnement a traité au cours de cet exercice 3,96 millions de tonnes de ferrailles et plus de 626 600 tonnes de métaux non ferreux.

Dans la continuité de cette activité de traitement de déchets métalliques, Derichebourg dispose également en France de deux affineries d'aluminium. L'affinerie historique de Lomme a produit 67 340 tonnes de lingots d'aluminium. L'affinerie de Prémery acquise plus récemment a produit cette année 10 440 tonnes de lingots en consommant d'autres variétés d'aluminium que celles consommées à Lomme.

Le Groupe a également accru sa capacité de production d'aluminium par l'acquisition de la société Lyrsa (renommée Derichebourg España) qui a produit 15 430 tonnes de lingots dans son affinerie au cours de l'exercice.

Par ailleurs, toujours par l'acquisition de la société Lyrsa, le Groupe possède désormais une affinerie de plomb qui a produit 24 600 tonnes de lingots.

Ainsi, en remettant sur le marché des matières premières secondaires de qualité, le groupe Derichebourg contribue à la réduction de la consommation globale d'énergie. En effet, le recyclage des métaux économise une grande quantité d'énergie par rapport à la production primaire de ces métaux : jusqu'à 94 % pour l'aluminium et 40 % pour l'acier (source : ADEME/Federec, Évaluation environnementale du recyclage en France selon la méthode de l'ACV ⁽¹⁾ – mai 2017).

De plus, l'utilisation de matières premières secondaires pour la production d'acier neuf ou de métaux non ferreux permet de réduire considérablement les émissions de gaz à effet de serre par rapport à leur production à partir de matières premières. En effet, la production d'une tonne d'acier issue de matières recyclées permet de réduire de 58 % les émissions de CO₂ et même 93 % pour la production d'une tonne d'aluminium de seconde fusion (source ADEME/Federec, Évaluation environnementale du recyclage en France selon la méthode de l'ACV – mai 2017).

Le Groupe estime à 6,9 millions de tonnes équivalent CO₂ (+ 30 % par rapport à l'exercice précédent) le volume d'émissions évitées grâce à son activité et celle de ses clients, soit les émissions annuelles de plus de 985 000 habitants en France ⁽²⁾.



volumes d'émissions évitées

6,9 millions de tonnes eq. CO₂

émissions annuelles de

= 985 000 français

(1) Analyse du cycle de vie.

(2) Étude Zen 2050 EpE émission de 7 tonnes de CO₂/habitant/an.

3.4.2 Accompagner les clients vers la transition écologique

De par ses activités, Derichebourg Multiservices consomme peu de matières premières. Néanmoins, ses offres de service intègrent la mise en œuvre de solutions permettant de réduire l'impact environnemental de ses prestations.

Derichebourg Multiservices intègre à ses process d'intervention des matériels disposant de technologies économes en eau et en énergie. L'activité Propreté utilise par exemple des produits hyperconcentrés et des systèmes de dosage adaptés afin d'obtenir une réduction des déchets à la source. Enfin, Derichebourg Propreté veille à favoriser l'utilisation de produits chimiques à label écologique : produits enzymatiques, éco-labellisés ou issus de solutions d'hydrolyse et d'ionisation de l'eau. 74,2 % des produits utilisés sur la période du 1^{er} janvier au 30 septembre 2021 font partie de la gamme écoresponsable.

Dans ses activités liées à l'entretien des espaces verts, les activités Derichebourg Propreté et Derichebourg Espaces Verts veillent à proposer des solutions alternatives permettant de réduire la quantité de produits phytopharmaceutiques utilisés.

Une des ambitions de Derichebourg Multiservices est d'accompagner ses clients dans l'amélioration de leur performance environnementale. Les filiales Derichebourg Énergie, Derichebourg Énergie E.P. et Derichebourg Propreté développent ainsi leurs offres en ce sens. Derichebourg Énergie se positionne comme un partenaire de l'amélioration de la performance énergétique du patrimoine de ses clients en réalisant 13,3 % de son chiffre d'affaires sur des activités de services spécialisés dans la performance énergétique des bâtiments et dans l'installation, la maintenance et réparation d'instruments de mesure, régulation et de contrôle de la performance énergétique. Cette filiale accompagne ses clients dans la mise en œuvre de leur démarche HQE (haute qualité environnementale), ISO 50001 (management de l'énergie) et leur propose des contrats de performance énergétique (incluant les prestations forfaitaires d'intéressement). Des rapports spécifiques sont mis en place et suivis par une structure dédiée à l'efficacité énergétique. Une plate-forme numérique de suivi énergétique permettant la consultation de données de consommations/confort en temps réel, la détection des dérives et la mise en œuvre de plans d'actions de performance énergétique est également utilisée. Cet outil partagé avec les clients et les équipes opérationnelles permet d'impliquer tous les acteurs et a permis de poursuivre le pilotage énergétique pendant la période de confinement.

La filiale Derichebourg Énergie accompagne également ses clients dans leur diminution des émissions de gaz à effet de serre, notamment en leur apportant des conseils en leur proposant le remplacement ou le retrofit des groupes frigorifiques fonctionnant avec des fluides frigorigènes à fort potentiel de réchauffement global.

Derichebourg Énergie E.P. est un acteur important en Île-de-France dans la rénovation de l'éclairage public des communes à travers le déploiement de la technologie LED et le développement de contrats à haute performance énergétique. Cette solution permet de réduire très rapidement la facture énergétique, le coût des abonnements auprès des fournisseurs d'énergie mais également de façon considérable le

coût de la maintenance. Par ailleurs, la mise aux normes les plus exigeantes en matière de colorimétrie et de perte d'éclairage permet de réduire la pollution lumineuse dirigée vers le ciel, réduisant l'impact de l'éclairage public sur la biodiversité tout en améliorant là encore la consommation d'énergie.

Le service proposé par Derichebourg Énergie E.P. répond au besoin des collectivités de diminuer leur budget de fonctionnement et leur impact environnemental et repose sur l'utilisation des technologies les plus avancées : lanternes à efficacité énergétique renforcée, variation de puissance, sources énergétiques photovoltaïques et éoliennes. Les moyens matériels utilisés participent également à l'objectif d'efficacité énergétique : véhicules et nacelles électriques, études de reconnaissance au moyen de drones légers, optimisation des tournées d'entretien pour en minimiser l'impact environnemental, etc.

Enfin, Derichebourg Énergie E.P. est un acteur reconnu des nouvelles mobilités électriques au travers de l'installation, la maintenance et la supervision de réseaux de bornes de recharge pour véhicules électriques (qualification IRVE⁽¹⁾), participant à la réduction de l'empreinte carbone du parc automobile français.

L'amélioration des consommations globales d'énergie obtenues chez les clients à fin septembre 2021 et ce, depuis le début des contrats, est de 15 % en moyenne pour Derichebourg Énergie et de 83 % pour Derichebourg Énergie E.P. Ce taux important pour Derichebourg Énergie E.P. s'explique par le remplacement complet des lanternes réalisé sur cette activité.

La société LE STUDIO LED (LSL), filiale du pôle Multiservices, conçoit des LED (diodes électroluminescentes) innovantes sur mesure pour l'usage du client final grâce à l'analyse en amont de son environnement et de ses objectifs économiques et RSE. LSL sélectionne ses composants de façon à atteindre des niveaux de performance supérieurs aux standards du marché en matière de durée de vie notamment L90B10⁽²⁾ et de rendement lumineux jusqu'à 160 lm/W. Une technologie innovante de pilotage de parc a été développée avec pour objectif d'ajuster la luminosité aux besoins réels des usagers et ainsi réduire les consommations d'énergie, tout en apportant plus de confort et de services aux usagers ou à l'exploitant. Ses compétences et son expertise ont été reconnues par l'OPQIBI (Organisme de qualification de l'ingénierie) en 2020 qui a certifié l'entreprise RGE (reconnu garant de l'environnement) Études d'éclairage intérieur, qualification qui permet de valider les dossiers de subventions des certificats d'économies d'énergie (CEE) et marquer encore plus sa différence et son adéquation aux besoins de ses clients-partenaires.

Par ailleurs, Derichebourg Propreté a élargi son offre de service en accompagnant ses clients dans la mise en œuvre de solutions de tri de différents types de déchets. Cette offre permet au client d'avoir un interlocuteur unique pour sa prestation de nettoyage de bureau assurant une traçabilité et une valorisation de ses déchets. Il s'agit des déchets d'activité tertiaires et de bio-déchets principalement.

En devenant expert agréé Global Climate Initiative, Derichebourg Multiservices propose à ses clients une offre décarbonée. Cette offre consiste à mesurer les émissions de gaz à effet de serre de l'activité sur site client, de les réduire et de compenser les émissions incompressibles.

(1) Infrastructure de recharge de véhicule électrique.

(2) Indicateur de durée de vie des LED.

3.5 Être un acteur majeur de l'économie circulaire

3.5.1 Garantir la fiabilité de nos installations

Derichebourg a signé en juillet 2019 un contrat de prêt de 130 millions d'euros avec la Banque européenne d'investissement (BEI), destiné à contribuer au financement à long terme d'un programme pluriannuel d'investissements en France dans le domaine du recyclage et de l'économie circulaire. Les investissements de ce programme pluriannuel concernent principalement l'amélioration des taux de valorisation des matières traitées, l'adaptation des broyeurs aux meilleures techniques disponibles (en matière de traitement des eaux, captation des fumées, protection contre le bruit) et la réduction de la consommation d'énergies fossiles (camions et engins de manutention).

3.5.1.1 Maîtriser les risques environnementaux

Derichebourg Environnement veille, par une gestion rigoureuse des déchets réceptionnés et un entretien au quotidien de ses installations, à la prévention des risques environnementaux et des pollutions sur ses 224 sites industriels.

Les investissements en matière de protection de l'environnement se sont élevés au cours de l'exercice 2020/2021 à plus de 12 M€.

À cela s'ajoutent les dépenses en fonctionnement en faveur de l'environnement de près de 3 M€ qui permettent en permanence au Groupe de disposer d'un outil industriel en phase avec ses obligations réglementaires.

Le travail sur des zones imperméabilisées (zones bétonnées) et le traitement des eaux de ruissellement sont deux facteurs importants de limitation de la pollution des sols et des cours d'eau. Le Groupe apporte une extrême vigilance à l'entretien de ses infrastructures, et chaque année, reprend et réhabilite les zones bétonnées usées par le passage des engins et l'activité.

Pour assurer la maîtrise globale des risques environnementaux, les filiales du Groupe ayant des sites industriels ou des exigences clients spécifiques se sont engagées dans des certifications ISO 14001 de leurs systèmes de management environnemental avec pour objectif une certification de 100 % des sites concernés en 2022.

Anticipant cet objectif, plusieurs filiales ont d'ores et déjà obtenu la triple certification QSE pour tout ou partie de leurs sites d'exploitation :

- ▣ AFM RECYCLAGE : 36 sites certifiés ;
- ▣ ESKA : 23 sites certifiés ;
- ▣ POLY-ENVIRONNEMENT : 14 agences certifiées ;
- ▣ REVIVAL : 19 sites certifiés.

PURFER a rejoint le cercle des sociétés triplement certifiées avec 100 % de ses 28 sites certifiés en 2021.

La part des sites certifiés ISO 14001 a, de ce fait, nettement progressé au cours de cet exercice (+ 12 points).

	Objectif 2022	2021	2020
Part des sites certifiés ISO 14001 ⁽¹⁾	100 %	59,8 %	47,7 %

(1) Calcul par rapport aux sites industriels, sites pour lesquels une exigence client a été exprimée ou sites pour lesquels une certification a été décidée dans le cadre d'une politique d'entreprise.

Limiter les nuisances dues aux installations – Respect des exigences du BREF ⁽¹⁾ Broyeur

Les différentes filiales du Groupe concernées respectent leurs obligations de suivi des rejets dans l'air et dans l'eau. Des plans de surveillance sont établis dans chaque filiale.

Dans le cadre de la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles, les conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD) pour le traitement des déchets ont été publiées le 10 août 2018.

Comme le prévoit la réglementation, le Groupe a déposé, pour chacun des sites concernés, les dossiers de réexamen « au regard des meilleures techniques disponibles ».

Un plan d'actions et d'investissements Groupe est déployé jusqu'en 2022 et au-delà afin de mettre en conformité les différentes installations quand cela est nécessaire. Le prêt de 130 millions d'euros accordé par la Banque européenne d'investissement (voir 3.5.1) est notamment utilisé pour cela.

Les provisions pour risques environnementaux évoluent comme suit :

En millions d'euros	2021	2020
Services à l'Environnement	9,4	6,7

(1) Best Available Technology REference.

Dans ce cadre, afin d'améliorer la qualité des rejets atmosphériques des lignes de broyage, le Groupe a testé sur le site de Charleroi un système de filtres à manches avec injection de produits absorbants (chaux, charbon actif, mélange des deux...). À la suite de cette phase de tests, il a été décidé d'équiper le site de cette nouvelle technologie. Les travaux auront lieu au cours de l'exercice prochain pour un montant de plus de 800 k€.

Remise en état des sites – Cessation d'activités en cours

Une des forces du groupe Derichebourg réside dans la maîtrise de son patrimoine foncier. Ainsi, les filiales font l'objet d'une analyse permettant de recenser les sites qui seront amenés à cesser leur activité à plus ou moins long terme.

Les cessations d'activités actées font l'objet de plans de gestion, et le cas échéant de provisions prenant en compte le coût financier global de la remise en état des sites.

De plus, le Groupe constitue des garanties financières (transport transfrontalier de déchets, mise en sécurité de certaines installations classées pour la protection de l'environnement (décret n° 2012-633 du 3 mai 2012), etc.).

Le montant des garanties financières émises au 30 septembre 2021 s'élève à 15,5 M€ contre 10,1 M€ au 30 septembre 2020.

Relations avec le voisinage

Derichebourg Environnement génère une activité importante de transport pour la collecte et la réception des flux ainsi que pour les ventes des produits préparés en gros volumes.

Cet engagement est suivi via l'indicateur suivant :

	Services à l'Environnement		
	Objectif 2022	2021	2020
Part des plaintes ayant été traitées (réponse écrite apportée) ⁽¹⁾	100 %	88,9 %	100 %

(1) Périmètre monde.

Seulement deux plaintes n'ont pas fait l'objet de réponse écrite sur cet exercice mais sont en cours de traitement.

Le nombre de plaintes reçues au cours de l'exercice est en hausse (+ 38 % par rapport à 2019/2020) avec un total de 18 plaintes enregistrées, mais reste relativement faible compte tenu du nombre de sites du Groupe. De plus, cette augmentation fait suite à une très forte baisse lors de l'exercice précédent liée en partie à la baisse d'activité générale due à la pandémie de Covid-19.

Afin de faciliter et de ce fait fiabiliser encore davantage la remontée et le traitement des plaintes, il a été décidé d'utiliser le nouvel intranet QHSE qui permettra d'en assurer un suivi centralisé.

La nouvelle procédure Groupe concernant la gestion des plaintes précise l'organisation mise en place.

Par ailleurs, différentes actions sont menées au quotidien sur les sites d'exploitation du Groupe afin de créer du lien avec le voisinage et d'améliorer l'intégration des sites dans le paysage local.

Plusieurs sites (Athis-Mons, Bruyères-sur-Oise, Gennevilliers, Vitry) organisent régulièrement des visites scolaires ou journées « Portes ouvertes » autour de la thématique du recyclage.

3.5.1.2 Maîtriser les risques incendie

Une cellule pluridisciplinaire au niveau du siège (service technique, QSE, direction projets) est chargée de dynamiser la prévention incendie par :

- ▣ l'organisation de séminaires sécurité incendie ;

Par ailleurs le bruit, les aspects visuels ou sonores et la sécurisation des sites d'exploitation sont des thèmes qui concernent les riverains.

Ainsi, en cas de plaintes en lien avec les aspects RSE, celles-ci sont gérées par les services QSE en filiales.

Afin d'assurer une gestion irréprochable des plaintes par le Groupe, il a été décidé d'apporter systématiquement une réponse écrite à chaque plainte.

- ▣ la réalisation d'audits internes en lien avec l'ingénieur prévention du courtier en assurance du Groupe ;
- ▣ le suivi des plans d'actions associés aux audits ;
- ▣ le déploiement des solutions Groupe sur tous les sites :
 - maintien des stocks à des niveaux très bas,
 - arrosage préventif des stocks de ferrailles à broyer en période estivale,
 - thermographie infrarouge sur les sites de production,
 - détection / extinction des salles électriques et des centrales hydrauliques,
 - réalisation d'exercices incendie en collaboration avec les sapeurs-pompiers (SDIS) ;
- ▣ l'expérimentation de nouvelles solutions.

Les investissements en matière de prévention incendie se sont élevés à près de 1,2 M€ en 2020/2021.

Les départs de feu et incendies sont déclarés en temps réel via l'outil digital d'alerte en cas d'accidents ou d'incidents, opérationnel sur l'activité Recyclage en Europe ainsi que sur toute l'activité de Collecte. En fonction du niveau de gravité, différents niveaux d'alertes permettent de garantir l'information et la prise en compte immédiate de l'incident jusqu'aux plus hauts niveaux de l'entreprise. Cet outil favorise la réalisation de retours d'expériences diffusés à l'ensemble des sites du Groupe.

3.5.2 Améliorer la valorisation des déchets traités sur les installations (résidus de broyage)

Le projet de loi relatif à la lutte contre le gaspillage alimentaire et à l'économie circulaire est au cœur de l'actualité politique française. Découlant de la feuille de route économie circulaire parue en 2018, ce texte comporte des dispositions centrales pour l'industrie du recyclage, comme la fixation de taux d'incorporation de matières premières de recyclage dans les nouveaux produits, une meilleure prise en compte de la recyclabilité des produits, ou encore une refonte des filières à responsabilité élargie des producteurs (REP).

Par ailleurs, des solutions doivent être trouvées face au manque d'exutoires en installations de stockage de déchets, pour accorder un accès privilégié aux déchets ultimes issus des opérations de tri et de recyclage. En effet, liée à l'objectif de division par deux des déchets enfouis à horizon 2025 par rapport à 2010, la diminution des capacités autorisées en centres de stockage a impacté l'ensemble de la chaîne de valeur du recyclage depuis 2018. Parallèlement, un encadrement strict doit être mis en place pour limiter l'accès des déchets valorisables en centre de stockage.

Ainsi, le groupe Derichebourg s'est fortement mobilisé en 2019 pour aller à la rencontre des parlementaires sur les territoires, en organisant des visites de sites à leur attention, afin de les sensibiliser au métier du Recyclage qui est un pilier incontournable de l'économie circulaire. L'arrivée de la Covid-19 en 2020 a freiné quelque peu cette dynamique.

3.5.2.1 Limiter la quantité de résidus de broyage produits

Le Groupe exploite 28 lignes de broyage dédiées aux déchets métalliques en mélange dans le monde, dont 17 en France. L'avantage de cette technologie est de permettre de séparer des fractions métalliques ferreuses des fractions métalliques non ferreuses, un mélange contenant à la fois des métaux, des plastiques et des résidus de broyage.

Les « mines de surface » qu'exploite Derichebourg Environnement se complexifient avec les avancées technologiques des produits de grande consommation. Parallèlement, les évolutions réglementaires en Europe, et notamment en France, imposent des taux de recyclage et de valorisation (déchets d'équipements électriques et électroniques, véhicules hors d'usage, etc.) de plus en plus élevés, nécessitant de la part du Groupe des investissements constants en R&D. Les efforts dans ce domaine lui permettent de disposer de technologies de séparation et de tri qui font référence dans les métiers du recyclage.

Longtemps, les résidus de broyage, les plastiques, et même quelques résidus métalliques non détectés, ont été mis en centre d'enfouissement. Historiquement, jusqu'à 25 % des tonnes entrantes sur un broyeur étaient ainsi enfouies. Depuis plusieurs années, et notamment depuis l'amélioration des techniques de détection (induction pilotée, détection infrarouge, rayons X, tri optique...), le Groupe s'efforce de réduire la part de résidus expédiés en centre d'enfouissement. Au cours de l'exercice, les lignes de broyage du Groupe (hors Espagne) ont produit 312 000 tonnes de fractions résiduelles (+ 7 % par rapport à 2019/2020 lié au retour à une activité « normale » mais en baisse de 8 % par rapport à l'exercice 2018/2019).

Les opérations de dépollution et de démantèlement pré-broyage (pare-chocs, réservoirs, pare-brise sur les VHU, contrepoids en béton sur les GEM HF, etc.) permettent également de faire baisser les quantités de résidus de broyage produits.

La filière des véhicules hors d'usage (VHU)

La réglementation française fait porter la responsabilité de l'atteinte des taux de recyclage et de valorisation sur le couple centre VHU-broyeur VHU. Chaque broyeur est en relation avec plusieurs centres VHU, chargés d'assurer la dépollution du véhicule avant broyage. Les taux de recyclage présentés ci-après ont été déterminés pour chaque broyeur, puis une moyenne pondérée (au regard du nombre de VHU traités) a été calculée pour le Groupe. Les données sont celles de l'ADEME (Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie).

Le tableau ci-dessous présente les taux moyens de réutilisation et recyclage et de réutilisation et valorisation atteints par l'ensemble des sites de broyage français du Groupe.

taux moyen
de réutilisation
et de recyclage
des VHU

86%*
* données 2019



taux moyen
de réutilisation
et de valorisation
des VHU

96%*
* données 2019

	Objectif réglementaire	2021	2020
Taux moyen de réutilisation et de recyclage des VHU	85 %	85,5 %*	86,1 %
Taux moyen de réutilisation et de valorisation des VHU	95 %	96,0 %*	93,0 %

* Données ADEME 2019.

Il est rappelé que les chiffres communiqués dans le présent rapport correspondent aux déclarations relatives aux destructions réalisées en 2019 compte tenu du délai de certification des déclarations.

Le taux moyen de réutilisation et de valorisation des VHU est en nette amélioration pour l'année 2019 et permet au Groupe de respecter les obligations européennes.

Ce taux est intimement lié au traitement des résidus de broyage. Leur hétérogénéité rend particulièrement complexe leur valorisation matière. Ainsi, à ce jour, une des principales solutions de valorisation des résidus de broyage est l'incinération avec valorisation énergétique.

Or, en 2018, le Groupe a connu de grandes difficultés avec plusieurs exutoires pour cette filière de traitement, notamment sur les filiales ESKA et REVIVAL (incinérateurs fermés, incidents d'ordres administratifs et techniques...).

Ces difficultés ont été rencontrées par toute la profession qui a vu son taux de valorisation chuter à 94,2 % au niveau national, caractérisant une tendance conjoncturelle.

La situation est partiellement rentrée dans l'ordre courant 2019.

La diversification des exutoires pour le traitement des refus d'induction et des fines (autres résidus permettant d'atteindre les taux de valorisation) a contribué à récupérer des points de valorisation non métallique (matière et/ou énergétique).

À titre d'exemple, les refus d'induction présentent une part en plastiques qui peut être valorisée en cimenterie (valorisation énergétique et valorisation matière à travers l'incorporation des cendres dans le ciment).

Le groupe Derichebourg Environnement, via sa filiale ECO-VHU, gestionnaire-distributeur de véhicules hors d'usage (VHU), assure depuis 1993 l'interface entre les constructeurs et importateurs d'automobiles, les concessions et les centres VHU partenaires de son réseau.

ECO-VHU a mis en place et anime un réseau de plus de 400 centres VHU « démolisseurs » agréés partenaires sur toute la France, complétés par le réseau de plus de 100 sites agréés VHU du Groupe, afin de répondre aux obligations réglementaires de ses donneurs d'ordres. Il s'agit particulièrement de l'arrêté du 27 juin 2011 relatif aux réseaux de centres

VHU qui doit être mis en place par les producteurs ou importateurs de véhicules en application de l'article R. 543-156-1 du Code de l'environnement.

Depuis 2010, ECO-VHU est partenaire du groupe Stellantis - 1^{er} constructeur automobile européen et 1^{er} au niveau mondial en termes de performance RSE - et assure la gestion de son réseau pour une grande partie du sud de la France.

Par suite du rachat d'Opel par le groupe Stellantis, ECO-VHU est désormais l'opérateur gestionnaire des VHU de cette marque sur la grande partie sud de la France.

ECO-VHU est également le partenaire de la Direction nationale d'interventions domaniales (DNID) depuis 2014 pour la mise en destruction des véhicules réformés de l'Etat et ses administrations sur le territoire national.

ECO-VHU bénéficie de toute l'expérience de Derichebourg Environnement en matière de traitement et de recyclage des VHU, de relations avec les démolisseurs et profite des synergies de l'ensemble des filiales du Groupe.

ECO-VHU dispose d'un outil informatique spécifiquement développé pour ses besoins, lui permettant de communiquer avec les différentes parties prenantes internes et externes, et de garantir la traçabilité des VHU.

Par son suivi, ses actions d'accompagnement et d'animation, ECO-VHU est en mesure de garantir l'atteinte réglementaire des taux de recyclage des VHU de son réseau mesurés en 2019 à 86 % pour le taux de réutilisation et de recyclage (objectif réglementaire de 85 %) et à 96 % pour le taux de réutilisation et de valorisation (objectif réglementaire de 95 %).

	2021	2020
Nombre de centres VHU agréés*	106	106
Nombre de broyeurs VHU agréés*	17	17

* Périmètre France.

En France, au cours de l'exercice 2021, le Groupe a traité dans ses broyeurs plus de 421 000 tonnes de VHU (+ 16,6 %).

La filière des déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE)

En France, les DEEE font l'objet d'un traitement séparé. Pour cette filière, les taux de recyclage des flux sont au minimum conformes à ceux figurant dans les cahiers des charges des éco-organismes.

Les sites de recyclage de DEEE du Groupe sont engagés dans une démarche de labellisation selon le référentiel européen WEEELABEX. Ce label garantit aux éco-organismes que les installations réalisent une dépollution performante, atteignent les taux de recyclage et de valorisation fixés et assurent la traçabilité des filières aval empruntées par les fractions issues du traitement.

Les taux de recyclage et de valorisation des différentes unités du Groupe répondent parfaitement aux obligations réglementaires.

recyclage et valorisation gros électroménager froid

93%



recyclage et valorisation gros électroménager hors froid

90%



recyclage et valorisation petits appareils en mélange

83%



	Objectif réglementaire	Taux atteints par le Groupe *	
		2021	2020
Filière DEEE			
Taux de recyclage et valorisation gros électroménager froid (GEM F)	85 %	93 %	94 %
Taux de recyclage et valorisation gros électroménager hors froid (GEM HF)	85 %	90 %	90 %
Taux de recyclage et valorisation petits appareils en mélange (PAM)	78 %	83 %	83 %

* Résultats des campagnes annuelles de caractérisation.

Les nouvelles installations

Le Groupe, sur son site de Rennes, a investi en 2021 près de 1,8 M€ dans une nouvelle ligne de recyclage dédiée au gros électroménager (lave-linge, lave-vaisselle, sèche-linge). La cabine de tri « dernière génération » permet d'atteindre de meilleurs taux de recyclage et améliore les conditions de travail des opérateurs. Le site est exploité en lien avec l'entreprise d'insertion Envie (14 salariés sur le site), avec qui Derichebourg Environnement a un partenariat depuis 2007.

Le Groupe a également été lauréat du plan France relance et obtenu le trophée du projet le plus structurant à l'échelle régionale pour sa future unité de recyclage des GEM Froid qui verra le jour en 2022-2023 à Bonneuil-sur-Marne (Val-de-Marne). Cette ligne viendra compléter le dispositif du Groupe en Ile-de-France avec la possibilité de traiter les GEM Froid du sud de la région ; l'installation de Bernes-sur-Oise se trouvant dans le nord.

Les travaux d'implantation de la nouvelle ligne de traitement de GEM Froid du site de Mejorada del Campo (Madrid) ont débuté au cours de l'exercice 2020/2021 et se termineront en 2022.

Les contrats gestionnaires de déchets (GDD)

Le Groupe est également un des précurseurs de la réintégration des DEEE dans le circuit de collecte officiel.

Ainsi, en partenariat avec les éco-organismes ECOSYSTEM et ECOLOGIC, dans le cadre de contrats « gestionnaires de déchets (GDD) », le Groupe a mis en place sur la majeure partie de ses différents sites d'exploitation (140 sites dont 17 unités de broyage) des opérations de tri des DEEE des lots de ferrailles à broyer.

Ces DEEE dits « égarés » (car hors filière éco-organisme) sont réintégrés dans la filière officielle afin d'y être traités dans le respect de la réglementation en vigueur, et font l'objet d'un reporting auprès des éco-organismes.

Le tableau ci-dessous détaille la répartition (pour les sites français) des résidus de broyage en fonction de leur destination :

En milliers de tonnes	Objectif 2022	2021	2020
Résidus de broyage générés	-	224,0	199,8
Résidus de broyage mis en filière de valorisation	-	68,1	66,1
Part de résidus de broyage mis en filière de valorisation	40 %	30,4 %	33,1 %

Les tonnes mises en filière de valorisation incluent à la fois les tonnages envoyés dans des filières de valorisation énergétique et les tonnages envoyés dans des filières de valorisation matière, pour leur tonnage brut. Ces tonnes font l'objet de toutes les réflexions visant à améliorer leur valorisation.

Cette activité, répondant à la loi de transition énergétique pour la croissance verte (LTECV) a été déployée en 2019 sur les flux DEEE professionnels.

Toujours dans ce contexte, le Groupe a conclu en septembre 2019 un partenariat avec l'éco-organisme ECOLOGIC pour la reprise des cuisines professionnelles.

Sur l'exercice 2020/2021, le Groupe a ainsi contribué à la réintégration dans la filière officielle de recyclage de plus de 70 000 tonnes de DEEE, en augmentation de 27 % par rapport à l'exercice précédent.

Au global, le Groupe a traité dans ses 11 installations dédiées en France, plus de 225 100 tonnes de DEEE.

Dans cette dynamique de progression, et notamment grâce à ses nouvelles installations, le Groupe ambitionne toujours d'augmenter sa capacité de recyclage des DEEE sur les différents flux durant l'exercice 2021/2022

3.5.2.2 Augmenter les efforts de recherche de traitement des résidus de broyage

Les actions menées à ce titre sont :

- extraire les fractions plastiques qui peuvent être recyclées ;
- valoriser les dernières fractions métalliques ;
- séparer les fractions fines pouvant servir de sous-couche lors de la construction de routes ;
- préparer des mélanges de déchets suffisamment homogènes et conformes à des cahiers des charges leur permettant d'être acceptés sous forme de combustible solide de récupération (CSR) par des cimenteries, chaufferies ou autres industriels souhaitant mettre un terme à l'utilisation de combustibles fossiles.

Après plusieurs années en progression, le taux de valorisation connaît un léger recul au cours de l'exercice 2021, et ce, pour diverses raisons comme la fermeture temporaire d'exutoires à la suite d'incidents.

Le Groupe travaille toujours à une solution interne pour la valorisation des résidus de broyage et a mis en place une cellule au sein du service technique pour le développement des filières de valorisation.

La mise en place de nouveaux partenariats et la consolidation de nos partenariats existants pour la valorisation énergétique et la valorisation mixte des résidus de broyage reste une des priorités du Groupe. Ainsi de nombreux essais ont été réalisés au cours de l'exercice permettant d'améliorer la qualité de notre produit et de le faire connaître davantage à de potentiels consommateurs :

- ▣ des essais de pelletisation sur une ligne pilote ont été effectués à partir des résidus de broyage des sites de Bassens et Saint-Pierre-de-Chandieu. Les pellets sont ensuite utilisables en tuyères dans les cimenteries ;
- ▣ une ligne de re-broyage des résidus de broyage a permis d'obtenir un produit également utilisable en tuyère dans les cimenteries. Après l'envoi d'échantillons tests, plusieurs groupes cimentiers sont intéressés et une fois la validation analytique du produit réalisée, des essais grandeur nature seront menés.

Jusqu'à présent les résidus de broyage ne pouvaient être consommés en cimenterie que dans le pré-calcinateur, ce qui limitait grandement leur consommation.

Ces avancées notables dans le traitement des résidus de broyage contribueront dès l'exercice 2021/2022 à la nette amélioration de la part envoyée en filière de valorisation.

Concernant les mousses de polyuréthane issues du traitement des GEM Froids de nouveaux partenariats avec les cimentiers ont été entérinés pour l'utilisation en tuyère d'une part des poudres de Bernes-sur-Oise et de Marignane et d'autre part des pellets de Bassens.

Le Groupe a répondu à un appel à projets porté par le comité stratégique de filière (CSF) « transformation et valorisation des déchets ». Ce comité, sous l'égide du conseil national de l'industrie (CNI), s'est engagé en 2019 dans le développement de la filière industrielle française des combustibles solides de récupération (CSR).

Ce projet de valorisation de CSR préparés à partir de résidus de broyage a été officiellement validé par le comité stratégique de filière le 28 mai 2019 et fait partie des 14 dossiers labellisés au niveau national qui seront accompagnés dans leur développement.

Après de longues négociations avec le client chaleur retenu, et ce, notamment à cause de la concurrence de la filière biomasse, un accord a été trouvé et un nouveau dossier tripartite (Derichebourg/Équipementier/Client chaleur) a été déposé auprès de l'ADEME.

Si le projet aboutit, c'est une chaudière capable de consommer 56 000 tonnes de résidus de broyage par an qui verra le jour et contribuera pour une part non négligeable à la valorisation des résidus du Groupe. Le CSR viendra en substitution des énergies fossiles (charbon et gaz) utilisées actuellement par le client chaleur.

3.6 Consolider les relations de confiance avec les partenaires

Quatre filiales du Groupe ont été évaluées par Ecovadis. Pendant l'exercice 2020/2021 :

- Derichebourg Propreté a obtenu une note de 69 % (top 3% des entreprises de son secteur d'activité évaluées par Ecovadis)
- Derichebourg Accueil de 72% (top 2%)
- Derichebourg Intérim de 64% (top 10%)

Pendant l'exercice 2019/2020, Derichebourg Énergie a obtenu une note de 68% (top 4%). Sa nouvelle évaluation est en cours.

Grandes initiatives mondiales

NOUS SOUTENONS
LE PACTE MONDIAL






Derichebourg Multiservices adhère depuis 2013 au Pacte mondial de l'ONU : un engagement à respecter les 10 principes universels du Pacte mondial concernant les droits humains, les normes internationales du travail, l'environnement et la lutte contre la corruption et à soutenir les objectifs de développement durable des Nations Unies. À partir de l'année 2021, cette adhésion se fait au niveau du groupe Derichebourg.



En 2021, le groupe Derichebourg a participé à la campagne d'évaluation d'impact environnemental du Carbon Disclosure Project (CDP). Le CDP est un organisme à but non lucratif qui s'est imposé comme la plateforme de reporting environnemental de référence pour les investisseurs, les entreprises, les villes, les États et les régions afin de gérer leurs impacts environnementaux.

Notations ESG

Le groupe Derichebourg est suivi et noté par plusieurs agences de notation extra-financière française et internationale qui l'évaluent sur sa politique de durabilité.

	Organisme	Notation	Date
	Gaia Research by Ethifinance (Qivalio)	Notation ESG 65 /100	Novembre 2021
	MSCI ESG ⁽¹⁾	Notation ESG BBB	Juillet 2021
	Vigeo Eiris (Moody's ESG Solutions)	Notation ESG 53/100	Février 2021
	ISS ESG	Notation ESG C+ / Prime	Mars 2021
	Humpact	Notation Sociale 4,5 / 5	Octobre 2021

(1) L'utilisation par Derichebourg de toute donnée de MSCI ESG Research LLC ou de ses affiliés (« MSCI »), et l'utilisation des logos, marques de commerce, marques de service ou noms d'index de MSCI dans les présentes, ne constituent pas un parrainage, une approbation, une recommandation ou une promotion de Derichebourg par MSCI. Les services et les données de MSCI sont la propriété de MSCI ou de ses fournisseurs d'informations, et sont fournis « tels quels » et sans garantie. Les noms et logos de MSCI sont des marques ou des marques de service de MSCI.

Émission d'un Green Bond

Le 7 juin 2021, le groupe Derichebourg a émis un Green Bond d'un montant nominal de 300 M€ afin de contribuer à l'acquisition de 100 % du groupe Ecore. Le Groupe a suivi les recommandations de l'ICMA (International Capital Market Association) en détaillant le caractère vert de l'opération dans un « framework » lui-même certifié par un avis de tiers dit « Second Party Opinion » (SPO)⁽¹⁾ délivré par l'agence de notation ISS ESG. Cette opération est rendue possible par les activités du groupe Ecore dont plus de 90 % du chiffre d'affaires est issu de l'économie circulaire et qui s'inscrit dans les objectifs climatiques de la taxonomie verte européenne.

Informers nos parties prenantes

Derichebourg Environnement a lancé en 2020 une Newsletter Économie circulaire, destinée à partager ses actualités et contribuer à une meilleure compréhension de ses enjeux par ses nombreuses parties prenantes. Cette lettre externe est transmise aux acteurs publics des territoires ainsi qu'aux partenaires : elle revient sur les évolutions réglementaires impactant le secteur du recyclage et les réalisations notables du Groupe.

3.6.1 Maîtriser les risques RSE sur notre chaîne de valeur

3.6.1.1 Loyauté des pratiques (anti-corruption)

Le Groupe détaille dans la section 2.1 « Facteurs de risques », les risques liés aux activités du groupe Derichebourg.

Le Groupe a mis en place un dispositif relatif à la loi n° 2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique dite « loi Sapin 2 ». Des actions ont été mises en place sur les 8 piliers du dispositif :

Code de conduite

Le Groupe dispose d'un code de conduite anti-corruption qui s'ouvre tout d'abord sur une introduction de son Président-directeur général qui confirme l'engagement du Groupe en matière de lutte contre la corruption et définit le code comme un guide pour tous les collaborateurs dans l'exercice quotidien de leur activité. Il rappelle sa valeur juridique contraignante pour toutes les parties prenantes : salariés, mandataires sociaux, actionnaires, partenaires commerciaux.

Le code de conduite anti-corruption expose les différentes formes de corruption active et passive. Il reprend les définitions du trafic d'influence actif et passif et illustre les comportements à proscrire par des exemples concrets.

Il arrête la politique du Groupe notamment en matière de cadeaux reçus ou offerts, de marques d'hospitalité, de contrats conclus avec les intermédiaires, de paiements de facilitation, de mécénat et sponsoring.

Il alerte sur la responsabilité de tous les collaborateurs et responsables hiérarchiques en rappelant les sanctions disciplinaires, civiles ou pénales associées au non-respect du dispositif.

Afin qu'il soit accessible à tous, le code de conduite anti-corruption est publié en français et en anglais sur les sites intranet et internet du Groupe. Une version papier est également affichée au sein des entités. Il est intégré au règlement intérieur des entreprises pour une opposabilité aux salariés. Un document synthétisant ce code a été rédigé dans les six langues des pays dans lesquels le Groupe est présent.

Dispositif d'alerte interne, destiné à permettre le recueil des signalements émanant d'employés

Une procédure d'alerte validée par la direction générale est à disposition du personnel et de tout tiers témoin d'acte ou de tentative de corruption. Les signalements sont recueillis dans le cadre de la confidentialité sous le statut protecteur de lanceur d'alerte avec l'assurance que le signalement sera instruit. Le secrétaire général est désigné comme le référent conformité du Groupe habilité à recevoir ces alertes via une adresse mail ethique@derichebourg.com créée spécifiquement à cet effet ou par courrier.

Aucune alerte n'a été signalée sur l'exercice.

Cartographie des risques par secteur d'activité et zone géographique dans lesquels la société exerce son activité

Le Groupe a établi en 2018 une cartographie de ses risques en matière de corruption. Cette cartographie retient des risques théoriques de corruption lesquels font l'objet d'une cotation en deux étapes :

- ▣ une cotation de l'impact et de la fréquence afin d'obtenir une cartographie des risques inhérents. Les types d'impact retenus sont d'ordre réputationnel, commercial, juridique et financier et la gravité est évaluée de faible à critique. La fréquence se définit par des intervalles de temps allant de possible (tous les 3 à 10 ans) à presque certain (plusieurs fois par trimestre) ;
- ▣ une cotation du niveau de maîtrise des risques inhérents qui a permis d'établir la cartographie des risques résiduels. Le niveau de maîtrise des risques représente le niveau de maturité du contrôle interne au regard d'un risque. Il est évalué comme étant exemplaire lorsque le risque est couvert par un dispositif de maîtrise adapté, formalisé et supervisé.

Une mise à jour de cette cartographie des risques en matière de corruption a été effectuée en septembre 2020 incluant les cessions d'activités et les nouvelles acquisitions.

Procédures d'évaluation de la situation des clients, fournisseurs de 1^{er} rang et intermédiaires

Le Groupe a identifié 300 tiers (clients, fournisseurs) qui font l'objet actuellement d'évaluation sur les thématiques suivantes :

- ▣ personnes politiquement exposées ;
- ▣ sanctions ;
- ▣ pressions négatives.

Cette évaluation s'effectue de manière automatique via une plateforme sécurisée et externalisée regroupant l'ensemble des données publiques, ce qui autorise une évaluation objective et indépendante.

(1) Ces documents sont disponibles sur le site internet de la Société www.derichebourg.com : informations réglementées (rapports financiers, etc.)

Procédures de contrôle comptable

Le périmètre des contrôles a été arrêté par la direction financière et la direction comptable du Groupe. Elle vise l'implémentation automatique de sept contrôles clés via le système comptable.

Après analyse des résultats desdits contrôles, des plans d'actions seront définis et déployés pour l'ensemble des filiales du Groupe pour une mise en conformité.

Une procédure incluant l'identification des contrôles clés, l'analyse des extractions, le contrôle des anomalies et leur remontée sera formalisée et validée par la direction générale.

Dispositif de formation destiné aux personnels les plus exposés au risque de corruption

Un dispositif de formation clair et adapté a été déployé pour les personnes concernées, notamment membres du comité de direction, directeurs d'activités, responsables commerce, développement et achats.

L'objectif est de former l'ensemble de la population concernée tous les deux ans. Pour cette année, il a été convenu de former une part plus importante de la population que les autres années afin de couvrir les risques de corruption. Pour ce faire, un processus de suivi et relance a été mis en place au niveau du Groupe.

En 2021, 601 personnes ont été formées par l'e-learning développé en interne par la Derichebourg Academy. La population ciblée était de 762 personnes soit un taux de réalisation de la formation de 79 %.

La population des filiales étrangères sera formée à travers l'e-learning traduit dans les langues des pays dans lesquels le Groupe est présent. Le déploiement de ces e-learning sera effectif en 2022.



taux de réalisation
des formations anticorruption
79%

Régime disciplinaire permettant de sanctionner les collaborateurs de la société en cas de violation des dispositions du code de conduite du Groupe

Toute violation des dispositions du code de conduite par un collaborateur du groupe Derichebourg est passible de sanctions disciplinaires appropriées à la gravité de l'infraction, en accord avec les règlements intérieurs et documents assimilés des filiales et les lois locales.

En cas de violation des lois et réglementations en matière d'anti-corruption, les collaborateurs seront tenus responsables de leurs actions et pourront faire l'objet de poursuites judiciaires et soumis à des sanctions civiles ou pénales par les autorités compétentes.

Dispositif de contrôle et d'évaluation interne des mesures mises en œuvre

Le responsable du contrôle interne a pour objectif d'effectuer un contrôle de second niveau par échantillonnage et à intervalles réguliers notamment sur les écritures des comptes relatifs aux dons, cadeaux, invitations, sponsoring, honoraires, commissions et notes de frais. L'objectif est de s'assurer du respect du code de conduite et d'identifier les éléments pouvant relever de la corruption.

3.6.2 Offrir l'excellence de service

Les systèmes de management de la qualité certifiés ISO 9001 permettent de garantir le respect des exigences des référentiels.

Derichebourg Multiservices à travers son programme relatif à « l'Excellence de service » envisage la relation clients comme une nouvelle approche basée sur la délivrance d'un service. Ainsi, cette démarche intègre des attitudes de service, un « savoir-être » conformes aux exigences des interactions relationnelles avec les prospects et les clients.

Groupe	Pourcentage de sites/agences	
	2021	2020
ISO 9001	73,3 %	72,6 %

Ce programme d'entreprise intègre un dispositif de formation dans lequel chacun s'approprie les codes d'un service personnalisé et développe ainsi des compétences clés pour exercer sa mission de service et d'accueil.

Pour la deuxième année consécutive, dans le cadre de la démarche d'excellence de service, Derichebourg Multiservices a réalisé une enquête satisfaction menée par un cabinet indépendant spécialisé du 2 juin au 12 juillet 2021.

Le périmètre de consultation a été élargi cette année aux "TOP 50" de Derichebourg Propreté et aux filiales SNG, Derichebourg Aeronautics Services, Derichebourg Facility Services (Portugal) et Grupo Net (Espagne). Les années précédentes, ces enquêtes étaient menées en interne par les managers ce qui explique la variation des résultats.

722 interviews ont été réalisées au total ce qui représente 52 % du panel recensé.

En moyenne sur l'ensemble des filiales, 75 % des clients interrogés sont plutôt ou tout à fait satisfaits. Le niveau de recommandation est de 7,3/10. Six thématiques sont abordées dans les entretiens clients : l'image de Derichebourg, la relation client, la relation avec les équipes opérationnelles, la réalisation des prestations par Derichebourg, les outils digitaux de suivi des prestations Derichebourg et les engagements de Derichebourg en matière de développement durable et de santé et sécurité au travail.

L'entreprise bénéficie cette année encore d'une bonne image en matière de réactivité (l'aspect le plus cité par les clients) et de professionnalisme des équipes (critère le mieux évalué en termes de satisfaction).

Pour ceux qui les connaissent, les engagements en matière de développement durable, santé et sécurité au travail restent très appréciés (95 % de satisfaits, ce taux est équivalent à celui de 2020).

Derichebourg Multiservices s'appuie sur les compétences de la direction des systèmes d'information (DSI) du groupe Derichebourg pour mettre en œuvre avec sa direction digitale des systèmes d'information à façon répondant aux besoins et aux spécificités des clients de Derichebourg Multiservices, tout en garantissant le respect des règles de l'art en matière de sécurité (physique, logistique, organisationnelle, etc.), d'intégrité, de disponibilité, de réversibilité, de contrôle et de supervision.

Plusieurs systèmes d'information à destination des clients ont été mis en place ou développés notamment pour les activités Derichebourg SNG, Derichebourg FM, Derichebourg Propreté et Derichebourg Énergie.

À titre d'exemple, dans le cadre de services de Facility Management, un portail de suivi des demandes clients, MyDBox, permet, à travers le portail du catalogue de services, de suivre les demandes, en termes de réalisation. Il est donc possible de visualiser en temps réel dans son environnement si la demande est en cours, réalisée ou clôturée et de visualiser *via* des indicateurs le respect des SLA « Service Level Agreements » (accords de niveau de service).

La déclaration de la demande peut être effectuée à travers le portail, une application mobile, *via* des QR codes ou bien des capteurs (Programme DOD – Derichebourg On Demand) en fonction de l'organisation du dossier client et des modules proposés.

La donnée collectée peut également être mise à disposition dans les outils du client, sur des plateformes Building Information Modeling (BIM) ou des logiciels de gestion de la maintenance assistée par ordinateur (GMAO) pour la maintenance multi-technique.

Le système d'information développé pour l'activité d'affichage Dclic permet un suivi en temps réel de la réalisation des prestations.

La pandémie de Covid-19 a contraint les entreprises à repenser l'organisation de leurs bâtiments et lieux d'accueil, afin de préserver la santé des occupants. Derichebourg Multiservices a poursuivi le déploiement de ses solutions avec son « offre sérénité », afin d'aider ses clients à limiter les risques de contamination sur leur site et de garantir une continuité de service dans un environnement sécurisé et sain. Cette offre permet de garantir la fiabilité de l'environnement de travail des clients et de leurs collaborateurs à travers : la prévention, la protection et la désinfection.

3.7 Tableau de bord des principales informations sociales, environnementales et sociétales

Cette section a vocation à mettre en lumière les indicateurs qui illustrent le plus l'impact de l'activité du Groupe et de ses actions sur les critères environnementaux, sociaux et sociétaux. Les chiffres présentés dans cette section sont repris plus en détail dans la suite du rapport.

	Objectifs 2022	2021	2020
Taux de fréquence des accidents du travail	28	26,9	27,6
Taux de salariés en situation de handicap	7 %	7,2 %	6,7 %
Part des sites industriels certifiés ISO 14001	100 %	60 %	48 %
Consommation d'énergie des sites de recyclage à la tonne traitée ⁽¹⁾	30 kWh PCI ⁽²⁾ /t	30,4 kWh PCI/t	32,5 kWh PCI/t
Consommation de carburant pour 100 km parcourus de l'activité recyclage ⁽³⁾	42 l/100 km	43,2 l/100 km	43,1 l/100 km
Émission de CO ₂ par km parcouru de l'activité recyclage ⁽³⁾	1 200 g CO ₂ /km	1 327 g CO ₂ /km	1 324 g CO ₂ /km
Part des résidus de broyage mis en filière de valorisation ⁽¹⁾	40 %	30,4 %	33,1 %
Note moyenne de recommandation des clients Multiservices (/10) ⁽⁴⁾	8	7,3	7,1

(1) Périmètre France.

(2) Pouvoir calorifique inférieur : quantité théorique d'énergie contenue dans un combustible.

(3) Périmètre Allemagne, Belgique et France.

(4) Cet indicateur remplace la note moyenne de satisfaction des clients qui était de 8,3 en 2020.

3.8 La Taxonomie verte européenne et ses impacts

3.8.1 Présentation de la Taxonomie verte européenne

La Commission européenne a présenté en décembre 2019 son Pacte vert pour l'Europe, une feuille de route ayant pour objectif de rendre l'économie européenne durable en transformant les défis climatiques et environnementaux en opportunités et atteindre la neutralité carbone à horizon 2050.

Pour flécher les investissements vers les activités économiques considérées comme durables sur le plan environnemental et lutter contre l'écoblanchiment, le Parlement européen a adopté le règlement (UE) 2020/852 du 18 juin 2020 sur « l'établissement d'un cadre visant à favoriser les investissements durables », modifiant le règlement (UE) 2019/2088, instituant ainsi la Taxonomie verte européenne.

Cette taxonomie vise à définir les objectifs environnementaux de l'UE et les activités économiques correspondantes. Il s'agit d'un acte législatif majeur pour la facilitation et le développement des investissements durables et donc la mise en œuvre du Pacte vert pour l'Europe. En particulier, en permettant aux entreprises, aux investisseurs et aux décideurs politiques de disposer de définitions des activités économiques pouvant être considérées comme durables sur le plan environnemental, il devrait contribuer à réorienter les investissements vers les domaines où ils sont le plus nécessaires.

Les objectifs environnementaux que s'est fixés l'UE sont au nombre de six :

- ▣ atténuation du changement climatique ;
- ▣ adaptation au changement climatique ;
- ▣ utilisation durable et protection de l'eau et des ressources marines ;
- ▣ transition vers une économie circulaire ;
- ▣ prévention et contrôle de la pollution ;
- ▣ protection et restauration de la biodiversité et de l'écosystème.

3.8.2 Obligations de publication

Les entreprises soumises à la déclaration de performance extra-financière, transposition en droit français de la NFRD (Non-Financial

Reporting Directive) qui deviendra en 2023 la CSRD (Corporate Sustainability Reporting Directive), doivent publier à partir du 1^{er} janvier 2022 leur sensibilité à la taxonomie verte européenne. Aux fins de la détermination du degré de durabilité environnementale d'un investissement, une activité économique est considérée comme durable sur le plan environnemental si cette activité économique :

- ▣ contribue substantiellement à un ou plusieurs des six objectifs environnementaux ;
- ▣ ne cause de préjudice important à aucun des autres objectifs environnementaux ;
- ▣ est exercée dans le respect des garanties minimales prévues ;
- ▣ est conforme aux critères d'examen technique établis par la Commission.

Cependant, du 1^{er} janvier 2022 au 31 décembre 2022, les entreprises non financières publient uniquement la part d'activités économiques éligibles et non éligibles à la taxonomie dans leur chiffre d'affaires total, leurs dépenses d'investissement totales et leurs dépenses opérationnelles totales, ainsi que les informations qualitatives pertinentes pour cette publication.

Les actes délégués précisant les critères d'examen technique des deux premiers objectifs ayant trait au changement climatique ont été ratifiés par vote du Parlement européen le 5 octobre 2021. Les actes délégués des quatre autres objectifs sont attendus courant 2022.

Le groupe Derichebourg, souhaitant accompagner la mise en œuvre de la Taxonomie verte européenne, a décidé volontairement d'anticiper d'un an l'obligation légale de publication de la part de ses activités économiques éligibles aux deux premiers objectifs de la taxonomie dans son chiffre d'affaires, dépenses d'investissements et dépenses opérationnelles sur ses comptes arrêtés au 30 septembre 2021.

3.8.3 Activités du Groupe éligibles aux objectifs de la Taxonomie

De nombreuses activités du groupe Derichebourg sont éligibles aux objectifs de la Taxonomie verte européenne. Au 30 septembre 2021, le Groupe présente le bilan ci-après :

Critère de contribution substantielle	Chiffre d'affaires		CAPEX		OPEX	
	2021	2020	2021	2020	2021	2020
Adaptation au changement climatique	68,5 %	N/A	72 %	N/A	53,1 %	N/A
Atténuation du changement climatique	68,7 %	N/A	72 %	N/A	53,1 %	N/A
Bilan globale des activités éligibles	68,7 %	N/A	72 %	N/A	53,1 %	N/A

Plusieurs activités du groupe Derichebourg sont éligibles aux objectifs de la Taxonomie :

SERVICES À L'ENVIRONNEMENT

- ▣ Recyclage
 - Au sein des opérations de Recyclage, trois activités sont éligibles aux objectifs d'adaptation et d'atténuation du changement climatique :

- Valorisation de matières à partir de déchets non dangereux (critère : l'activité convertit plus de 50 %, en termes de poids, des déchets non dangereux collectés séparément transformés en matières premières secondaires adaptées au remplacement de matières vierges dans les processus de production).

L'activité historique et principale du groupe Derichebourg est le recyclage de métaux ferreux et métaux non ferreux qui sont des déchets non dangereux (cf. Annexe II de l'article R. 541-8 du Code de l'environnement) une fois dépollués dans le cas des véhicules hors d'usage (VHU) et des déchets d'équipements électriques et électroniques (D3E) ;

- Fabrication d'aluminium (critère : fabrication d'aluminium par la transformation d'aluminium primaire (bauxite) ou le recyclage d'aluminium secondaire).

Le groupe Derichebourg exploite trois affineries aluminium dans lesquelles il produit des lingots à partir d'aluminium secondaire, production qui s'élève à 93 211 tonnes sur l'exercice. Cette activité est considérée comme transitoire pour l'objectif d'atténuation du changement climatique ;

- Fabrication de piles (critère : fabrication et recyclage de piles rechargeables, de batteries et d'accumulateurs électriques).

Le groupe Derichebourg recycle des batteries au plomb en fin de vie sur son site espagnol de Albalate del Arzobispo, et produit des lingots de plomb secondaire, 24 600 tonnes sur l'exercice.

▢ Services aux Collectivités

Les opérations de Services aux Collectivités correspondent à une activité éligible aux objectifs d'adaptation et d'atténuation du changement climatique :

- Collecte et transport de déchets non dangereux triés à la source (critère : concerne tous les déchets non dangereux collectés séparément et transportés après avoir été triés à la source et destinés à être préparés en vue d'opérations de réemploi ou de recyclage).
- Au sein du groupe Derichebourg cela concerne les activités relevant du point M de l'article 278-0 bis du Code général des impôts instituant une taxe sur la valeur ajoutée perçue réduite à 5,5 % que sont « les prestations de collecte séparée, de collecte en déchetterie, de tri et de valorisation matière des déchets des ménages [...] ainsi que les prestations de services qui concourent au bon déroulement de ces opérations ». Par prudence, le Groupe a pris le parti d'en soustraire la collecte des encombrants.

▢ Activités transitoires et habilitantes

L'activité de « fabrication d'aluminium » est considérée comme transitoire pour l'objectif d'atténuation du changement climatique.

MULTISERVICES

Au sein de Derichebourg Multiservices, quatre activités sont éligibles, trois aux deux objectifs d'adaptation et d'atténuation du changement climatique, et une spécifiquement à l'objectif d'atténuation du changement climatique. Elles sont exercées dans les filiales Derichebourg Énergie, Derichebourg Énergie E.P. , Derichebourg SNG et Le Studio Led (LSL) :

- Installation, maintenance et réparation d'instruments et de dispositifs de mesure, de régulation et de contrôle de la performance énergétique des bâtiments.

Cette activité correspond à l'activité de régulation et de gestion technique des bâtiments (GTB) de Derichebourg Énergie. Cette activité comptabilise aussi une part de CVC (chauffage, ventilation, climatisation) non dissociable qui devrait être éligible à la catégorie suivante « Installation, maintenance, et réparation d'équipements favorisant l'efficacité énergétique » ;

- Installation, maintenance et réparation d'équipements favorisant l'efficacité énergétique, concerne en particulier l'installation et le remplacement de sources lumineuses économes en énergie telles que les LED.

Cette activité correspond entièrement à celle de la filiale Le Studio Led (LSL) et partiellement à celle de Derichebourg Énergie E.P.

- Installation, maintenance et réparation de stations de recharge pour véhicules électriques à l'intérieur de bâtiments (et dans des parcs de stationnement annexés à des bâtiments).

Les entités Derichebourg Énergie E.P. et Derichebourg SNG commercialisent et installent des infrastructures de recharge de véhicules électriques pour le compte de clients.

L'activité suivante n'est éligible qu'à l'objectif d'atténuation du changement climatique :

- Services spécialisés en lien avec la performance énergétique des bâtiments.

L'entité Derichebourg Énergie propose et commercialise des contrats de performance énergétique. Cette activité est considérée comme habilitante pour l'objectif d'atténuation du changement climatique.

▢ Activités transitoires et habilitantes

L'activité de « Services spécialisés en lien avec la performance énergétique des bâtiments » est considérée comme habilitante pour l'objectif d'atténuation du changement climatique.

3.8.4 Méthodes comptables

Les activités de Recyclage sont dans leur très large majorité éligibles à la Taxonomie. Pour s'en assurer, ces activités ont été identifiées puis tracées au plus près à partir de la comptabilité analytique du Groupe afin d'en exclure la frange non éligible. En cas de doute, le Groupe a choisi la prudence en ne comptabilisant pas les activités correspondantes.

L'activité de Services aux collectivités relève de la « Collecte et transport de déchets non dangereux triés à la source » dans la taxonomie. Pour identifier le chiffre d'affaires provenant d'activités éligibles, le Groupe a pris le parti de s'appuyer sur le point M de l'article 278-0 bis du Code général des impôts instituant une taxe sur la valeur ajoutée perçue réduite à 5,5 % sur « les prestations de collecte séparée, de collecte en déchetterie, de tri et de valorisation matière des déchets des ménages [...] ainsi que les prestations de services qui concourent au bon déroulement de ces opérations » et d'en soustraire par prudence les encombrants. Les équipements utilisés pouvant être polyvalents et servir aussi à la collecte et au transport de déchets non triés, le Groupe a décidé d'adopter une approche prudente et de ne comptabiliser aucun opex et pour les capex de ne comptabiliser que les flottes de véhicules. En effet, en investissant dans des véhicules hybrides et électriques, le Groupe est en mesure de réduire ses émissions de gaz à effet de serre quelle que soit l'activité à laquelle ce véhicule est affecté.

Pour les activités de Multiservices, le Groupe a procédé en majorité par identification des contrats éligibles à la taxonomie et a agrégé ces résultats pour arriver à une somme de chiffre d'affaires. Les capex et opex dans ces métiers de services étant relativement faibles et difficiles à individualiser, le Groupe a choisi la prudence et décidé de ne pas affecter ces capex et opex aux activités éligibles. Il a toutefois comptabilisé l'acquisition et la location longue durée des véhicules car en investissant dans des véhicules hybrides et électriques, le Groupe est en mesure de réduire ses émissions de gaz à effet de serre, quelle que soit l'activité à laquelle est affecté ce véhicule.

Ci-dessous les tableaux récapitulatifs des activités du groupe Derichebourg éligibles à la Taxonomie.

Taxonomie chiffre d'affaires 2021

Activité économique	Code(s)	CA absolu k€	Part du CA	Critères de contribution substantielle		Catégorie activité habilitante	Catégorie activité transitoire
				Atténuation du changement climatique	Adaptation au changement climatique		
A. ACTIVITÉS ÉLIGIBLES À LA TAXONOMIE							
Valorisation de matières à partir de déchets non dangereux	E.38	2 224 923	61,5 %	X	X		
Fabrication d'aluminium	C.24.42	147 563	4,1 %	X	X		X
Recyclage de batteries	E.38.32	48 409	1,3 %	X	X		
Collecte et transport de déchets non dangereux triés à la source	E.38.11	42 103	1,2 %	X	X		
Installation, maintenance et réparation d'équipements favorisant l'efficacité énergétique	C.27	11 731	0,3 %	X	X		
Installation, maintenance et réparation d'instruments et de dispositifs de mesure, de régulation et de contrôle de la performance énergétique des bâtiments	F.43	2 604	0,1 %	X	X		
Installation, maintenance et réparation de stations de recharge pour véhicules électriques à l'intérieur de bâtiments (et dans des parcs de stationnement annexés à des bâtiments)	F.43	95	0,0 %	X	X		
Services spécialisés en lien avec la performance énergétique des bâtiments	M.71	6 260	0,2 %	X		X	
CA des activités éligibles à la taxonomie		2 483 687	68,7 %	2 477 427	2 483 687		
B. ACTIVITÉS NON ÉLIGIBLES À LA TAXONOMIE							
CA des activités non éligibles à la taxonomie		1 132 632	31,3 %				
Total A + B		3 616 319	100 %				

Taxonomie capex 2021

Activité Economique	Code(s)	Capex absolus k€	Part des capex	Critères de contribution substantielle		Catégorie activité habilitante	Catégorie activité transitoire
				Atténuation du changement climatique	Adaptation au changement climatique		
A. ACTIVITÉS ÉLIGIBLES À LA TAXONOMIE							
Valorisation de matières à partir de déchets non dangereux	E.38	84 598	54,4 %	X	X		
Fabrication d'aluminium	C.24.42	3 406	2,2 %	X	X		X
Recyclage de batteries	E.38.32	3 837	2,5 %	X	X		
Collecte et transport de déchets non dangereux triés à la source	E.38.11		0,0 %	X	X		
Transport routier de fret	H.49.41	13 948	9,0 %	X	X		
Transport par motos, voitures particulières et véhicules utilitaires légers	H.49.39	6 223	4,0 %	X	X		
Installation, maintenance et réparation d'équipements favorisant l'efficacité énergétique	C.27		0,0 %	X	X		
Installation, maintenance et réparation d'instruments et de dispositifs de mesure, de régulation et de contrôle de la performance énergétique des bâtiments	F.43		0,0 %	X	X		
Installation, maintenance et réparation de stations de recharge pour véhicules électriques à l'intérieur de bâtiments (et dans des parcs de stationnement annexés à des bâtiments)	F.43		0,0 %	X	X		
Services spécialisés en lien avec la performance énergétique des bâtiments	M.71		0,0 %	X		X	
Capex des activités éligibles à la taxonomie		112 012	72,0 %	112 012	112 012		
B. ACTIVITÉS NON ÉLIGIBLES À LA TAXONOMIE							
Capex des activités non éligibles à la taxonomie		43 567	28,0 %				
Total A + B		155 579	100 %				

Taxonomie opex 2021

Activité Economique	Code(s)	Opex absolus k€	Part des Opex	Critères de contribution substantielle		Catégorie activité habilitante	Catégorie activité transitoire
				Atténuation du changement climatique	Adaptation au changement climatique		
A. ACTIVITÉS ÉLIGIBLES À LA TAXONOMIE							
Valorisation de matières à partir de déchets non dangereux	E.38	32 137	44,9 %	X	X		
Fabrication d'aluminium	C.24.42	1 929	2,7 %	X	X		X
Recyclage de batteries	E.38.32	553	0,8 %	X	X		
Collecte et transport de déchets non dangereux triés à la source	E.38.11	3 408	4,8 %	X	X		
Installation, maintenance et réparation d'équipements favorisant l'efficacité énergétique	C.27			X	X		
Installation, maintenance et réparation d'instruments et de dispositifs de mesure, de régulation et de contrôle de la performance énergétique des bâtiments	F.43			X	X		
Installation, maintenance et réparation de stations de recharge pour véhicules électriques à l'intérieur de bâtiments (et dans des parcs de stationnement annexés à des bâtiments)	F.43			X	X		
Services spécialisés en lien avec la performance énergétique des bâtiments	M.71			X		X	
Opex des activités éligibles à la taxonomie		38 028	53,1 %	38 028	38 028		
B. ACTIVITÉS NON ÉLIGIBLES À LA TAXONOMIE							
Opex des activités non éligibles à la taxonomie		33 603	46,9 %				
Total A + B		71 631	100 %				

3.9 Devoir de vigilance - Plan de Vigilance

Cette section expose le plan de vigilance au titre de l'exercice 2020/2021 du groupe Derichebourg pour ses deux divisions Environnement et Multiservices. Il reprend les dispositions de la loi n° 2017-399 du 27 mars 2017 relative au devoir de vigilance, lesquelles s'appuient sur des « mesures de vigilance raisonnables propres à identifier les risques et prévenir les atteintes graves envers les droits humains et libertés fondamentales, la santé et la sécurité des personnes ainsi que l'environnement ».

Le plan de vigilance s'appuie sur les obligations suivantes :

Cartographie des risques en vue de leur identification, analyse et hiérarchisation :

Une cartographie des risques RSE existe et est mise à jour annuellement. Cette cartographie regroupe l'ensemble des risques liés aux droits humains, à la santé et la sécurité des personnes ainsi que l'environnement. Cette cartographie prend notamment en compte les sessions de certaines filiales et les actions menées en vue de réduire les risques. Cette cartographie permettant d'identifier, analyser et hiérarchiser les risques, est revue et mise à jour régulièrement.

Actions d'atténuation des risques et de prévention des atteintes graves :

- ▣ La vigilance envers les droits humains et les libertés fondamentales : Afin de communiquer sur ses valeurs, le Groupe est doté d'une charte éthique à destination de ses collaborateurs et parties prenantes (clients, fournisseurs, intermédiaires, etc.). Elle décrit les principes suivants du Groupe :
 - le Groupe s'engage à respecter les lois et réglementations dans chaque pays où il exerce son activité,
 - le Groupe garantit à ses collaborateurs et à ses parties prenantes un environnement de travail qui exclut toute discrimination fondée notamment sur le sexe, l'orientation sexuelle, l'origine ethnique ou la religion, la qualité de représentant du personnel, l'exercice d'un mandat syndical, les opinions politiques, le handicap, l'âge et tous autres comportements physiques, verbaux ou visuels offensants. Toute forme de harcèlement est prohibée et sanctionnée conformément aux législations nationales en vigueur,
 - Derichebourg respecte la vie privée de ses collaborateurs et protège leurs données personnelles,
 - Derichebourg garantit des conditions de travail adéquates à ses collaborateurs, y compris en matière de santé et de sécurité, lesquels ont le devoir d'y contribuer par le respect des règles de l'Entreprise en la matière,
 - le Groupe mène une politique active en matière de handicap en encourageant notamment l'emploi et l'intégration des salariés en situation de handicap et en accompagnant les personnes en cas de survenance d'un handicap au cours de la vie professionnelle,
 - Derichebourg veille au respect des règles de la concurrence afin que celle-ci soit loyale et équitable. Aucune action du Groupe ne doit empêcher, restreindre ou fausser la concurrence.

▣ La vigilance envers la santé et la sécurité :

- mise en place d'actions spécifiques exigées par le risque de pandémie de Covid-19 : le Groupe a anticipé la gravité de ce risque sur la santé et la sécurité de ses collaborateurs et partenaires. Des actions immédiates en conformité avec les directives gouvernementales ont été déployées dans l'ensemble du Groupe. Les mesures de prévention ont été mises à jour telles que définies au paragraphe 3.1.1 « Analyse des risques RSE »,
- en qualité d'employeur engagé, le Groupe renouvelle son implication dans les thèmes déjà définis en 2020, au-delà du respect de la réglementation et dans la définition d'objectifs ambitieux : préserver la santé et la sécurité des collaborateurs avec le déploiement d'un réseau santé et sécurité au travail, développer une culture prévention, poursuivre les actions pour l'emploi et le développement des compétences (action au long cours avec la Derichebourg Academy), garantir le respect des droits et la non-discrimination, contribuer à construire une société solidaire en développant l'ancrage territorial et en promouvant la diversité.

▣ La vigilance envers l'environnement :

- pour réduire son empreinte environnementale, le Groupe poursuit les actions visant la neutralité carbone en développant une mobilité « douce », en améliorant la performance énergétique du transport et en améliorant l'impact des installations (objectif de certification ISO 14001 sur tous les sites industriels Derichebourg Environnement),
- de plus le Groupe contribue de façon continue à la préservation des ressources naturelles en recyclant des déchets métalliques et en participant activement à l'économie circulaire. Des actions visant à valoriser le traitement des déchets dans les installations (réduction de la quantité de résidus de broyage et valorisation de ceux-ci, tels que le combustible solide de récupération) sont menées dans un objectif à long terme.

Dispositif de suivi des mesures et d'évaluation de leur efficacité:

- ▣ Le suivi des mesures et l'évaluation de leur efficacité sont assurés par:
 - le comité RSE composé de participants permanents (secrétaire général, direction financière, directions ressources humaines et RSE) et experts ponctuels (assurance, juridique), qui suit les plans d'actions et l'efficacité des dispositifs mis en place à travers des indicateurs de pilotage,
 - le contrôle interne du Groupe sous l'égide du secrétariat général,
 - le contrôle annuel d'un organisme tiers indépendant.

3.10 Rapport de l'organisme tiers indépendant sur la déclaration consolidée de performance extra-financière

À l'Assemblée Générale,

En notre qualité d'organisme tiers indépendant, accrédité par le COFRAC sous le numéro 3-1681 (portée d'accréditation disponible sur le site www.cofrac.fr) et membre du réseau de l'un des commissaires aux comptes de votre société (ci-après « entité »), nous vous présentons notre rapport sur la déclaration consolidée de performance extra-financière relative à l'exercice clos le 30 septembre 2021 (ci-après la « Déclaration »), présentée dans le rapport de gestion en application des dispositions des articles L. 225-102-1, R. 225-105 et R. 225-105-1 du Code de commerce.

Responsabilité de l'entité

Il appartient au Conseil d'administration d'établir une Déclaration conforme aux dispositions légales et réglementaires, incluant une présentation du modèle d'affaires, une description des principaux risques extra-financiers, une présentation des politiques appliquées au regard de ces risques ainsi que les résultats de ces politiques, incluant des indicateurs clés de performance.

La Déclaration a été établie en appliquant les procédures de l'entité (ci-après le « Référentiel ») dont les éléments significatifs sont présentés dans la Déclaration et sur demande au siège de l'entité.

Indépendance et contrôle qualité

Notre indépendance est définie par les dispositions prévues à l'article L. 822-11-3 du Code de commerce et le Code de déontologie de la profession. Par ailleurs, nous avons mis en place un système de contrôle qualité qui comprend des politiques et des procédures documentées visant à assurer le respect des textes légaux et réglementaires applicables, des règles déontologiques et de la doctrine professionnelle.

Responsabilité de l'organisme tiers indépendant

Il nous appartient, sur la base de nos travaux, de formuler un avis motivé exprimant une conclusion d'assurance modérée sur :

- la conformité de la Déclaration aux dispositions prévues à l'article R. 225-105 du Code de commerce ;
- la sincérité des informations fournies en application du 3° du I et du II de l'article R. 225-105 du Code de commerce, à savoir les résultats des politiques, incluant des indicateurs clés de performance, et les actions, relatifs aux principaux risques, ci-après les « Informations ».

Il ne nous appartient pas en revanche de nous prononcer sur le respect par l'entité des autres dispositions légales et réglementaires applicables, notamment, en matière de plan de vigilance et de lutte contre la corruption et l'évasion fiscale ni sur la conformité des produits et services aux réglementations applicables.

Nature et étendue des travaux

Nos travaux décrits ci-après ont été effectués conformément aux dispositions des articles A. 225-1 et suivants du code de commerce, à la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette intervention et à la norme internationale ISAE 3000⁽¹⁾ :

- nous avons pris connaissance de l'activité de l'ensemble des entités incluses dans le périmètre de consolidation et de l'exposé des principaux risques ;
- nous avons apprécié le caractère approprié du Référentiel au regard de sa pertinence, son exhaustivité, sa fiabilité, sa neutralité et son caractère compréhensible, en prenant en considération, le cas échéant, les bonnes pratiques du secteur ;
- nous avons vérifié que la Déclaration couvre chaque catégorie d'information prévue au III de l'article L. 225-102-1 en matière sociale et environnementale ainsi que les informations prévues au 2^{ème} alinéa de l'article L. 22-10-36 en matière de respect des droits de l'homme et de lutte contre la corruption et l'évasion fiscale ;
- nous avons vérifié que la Déclaration présente les informations prévues au II de l'article R. 225-105 lorsqu'elles sont pertinentes au regard des principaux risques et comprend, le cas échéant, une explication des raisons justifiant l'absence des informations requises par le 2^{ème} alinéa du III de l'article L. 225-102-1 ;
- nous avons vérifié que la Déclaration présente le modèle d'affaires et une description des principaux risques liés à l'activité de l'ensemble des entités incluses dans le périmètre de consolidation, y compris, lorsque cela s'avère pertinent et proportionné, les risques créés par ses relations d'affaires, ses produits ou ses services ainsi que les politiques, les actions et les résultats, incluant des indicateurs clés de performance afférents aux principaux risques ;

(1) ISAE 3000 - Assurance engagements other than audits or reviews of historical financial information

- ▣ nous avons consulté les sources documentaires et mené des entretiens pour :
 - apprécier le processus de sélection et de validation des principaux risques ainsi que la cohérence des résultats, incluant les indicateurs clés de performance retenus, au regard des principaux risques et politiques présentés, et
 - corroborer les informations qualitatives (actions et résultats) que nous avons considérées les plus importantes présentées en Annexe 1. Pour certains risques (lutte contre la corruption, valorisation des résidus de broyage, excellence de service), nos travaux ont été réalisés au niveau de l'entité consolidante, pour les autres risques, des travaux ont été menés au niveau de l'entité consolidante et dans une sélection d'entités listées ci-après : Derichebourg Énergie, Derichebourg Propreté, Derichebourg España ;
- ▣ nous avons vérifié que la Déclaration couvre le périmètre consolidé, à savoir l'ensemble des entités incluses dans le périmètre de consolidation conformément à l'article L. 233-16 avec les limites précisées dans la Déclaration ;
- ▣ nous avons pris connaissance des procédures de contrôle interne et de gestion des risques mises en place par l'entité et avons apprécié le processus de collecte visant à l'exhaustivité et à la sincérité des Informations ;
- ▣ pour les indicateurs clés de performance et les autres résultats quantitatifs que nous avons considérés les plus importants présentés en Annexe 1, nous avons mis en œuvre :
 - des procédures analytiques consistant à vérifier la correcte consolidation des données collectées ainsi que la cohérence de leurs évolutions ;
 - des tests de détail sur la base de sondages, consistant à vérifier la correcte application des définitions et procédures et à rapprocher les données des pièces justificatives. Ces travaux ont été menés auprès d'une sélection d'entités contributrices listées ci-dessus et couvrent entre 17 % et 51 % des données consolidées sélectionnées pour ces tests (51 % des effectifs, 35 % des accidents avec arrêt, 17 % des consommations de carburant) ;
- ▣ nous avons apprécié la cohérence d'ensemble de la Déclaration par rapport à notre connaissance de l'ensemble des entités incluses dans le périmètre de consolidation.
- ▣ Nous estimons que les travaux que nous avons menés en exerçant notre jugement professionnel nous permettent de formuler une conclusion d'assurance modérée ; une assurance de niveau supérieur aurait nécessité des travaux de vérification plus étendus.

Moyens et ressources

Nos travaux ont mobilisé les compétences de cinq personnes et se sont déroulés entre juillet et décembre 2021 sur une durée totale d'intervention de dix semaines.

Nous avons mené trois entretiens avec les personnes responsables de la préparation de la Déclaration, représentant notamment les directions QSE – RSE, transports, ressources humaines et financière.

Conclusion

Sur la base de nos travaux, nous n'avons pas relevé d'anomalie significative de nature à remettre en cause le fait que la déclaration consolidée de performance extra-financière est conforme aux dispositions réglementaires applicables et que les Informations, prises dans leur ensemble, sont présentées, de manière sincère, conformément au Référentiel.

Commentaires

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus et conformément aux dispositions de l'article A. 225-3 du Code de commerce, nous formulons le commentaire suivant : la feuille de route RSE est partiellement déployée auprès des filiales internationales, représentant 31 % des effectifs inscrits et 31 % du chiffre d'affaires.

Paris-La Défense, le 7 décembre 2021

L'Organisme Tiers Indépendant EY et Associés

Philippe Aubain
Associé, Développement Durable

Performance extra-financière

Rapport de l'organisme tiers indépendant sur la déclaration consolidée de performance extra-financière

Annexe 1 : informations considérées comme les plus importantes

Informations sociales	
<i>Informations quantitatives (incluant les indicateurs clés de performance)</i>	<i>Informations qualitatives (actions ou résultats)</i>
Taux de fréquence des accidents de travail des employés Derichebourg Taux de fréquence des accidents de travail des intérimaires Nombre d'accidents du travail mortels Taux de réalisation des entretiens annuels (cadres et TAM)	Les actions prises en faveur de l'égalité des chances (réinsertion professionnelle, formation à l'inclusion digitale)
Informations environnementales	
<i>Informations quantitatives (incluant les indicateurs clés de performance)</i>	<i>Informations qualitatives (actions ou résultats)</i>
Consommation de carburant de l'activité recyclage (litres/100 km) Part des plaintes des riverains ayant été traitées (%) Part des résidus de broyage envoyés dans des filières autres que l'enfouissement (%)	Les actions prises en faveur de la réduction des émissions de gaz à effet de serre, dont l'empreinte carbone de la flotte de véhicules (déploiement d'outils de gestion de flotte, formations sur la prise en main des véhicules)
Informations sociétales	
<i>Informations quantitatives (incluant les indicateurs clés de performance)</i>	<i>Informations qualitatives (actions ou résultats)</i>
Part des alertes reçues ayant été traitées (%) Niveau de recommandation des clients de Multiservices	Les actions prises en faveur de la lutte anti-corruption (mise en place du module de formation anti-corruption)